



HAL
open science

**Étude des circulations culturelles
France-Espagne-Amérique latine à travers la diplomatie
culturelle française en Espagne ; faire face à de nouveaux
enjeux et repenser les stratégies de coopération
culturelle**

Margot Basuyaux

► **To cite this version:**

Margot Basuyaux. Étude des circulations culturelles France-Espagne-Amérique latine à travers la diplomatie culturelle française en Espagne ; faire face à de nouveaux enjeux et repenser les stratégies de coopération culturelle. Sciences de l'Homme et Société. 2020. dumas-02902787

HAL Id: dumas-02902787

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02902787>

Submitted on 20 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



MEMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Professionnel – Métiers de la coopération et du développement en
Amérique latine

Mention : Études internationales et européennes

Spécialité : Études latino-américaines

présenté par

Margot BASUYAUX

Dirigé par

Renée FREGOSI

Maîtresse de conférence en Science politique - HDR

**Étude des circulations culturelles France-Espagne-Amérique
latine à travers la diplomatie culturelle française en Espagne ;
faire face à de nouveaux enjeux et repenser les stratégies de
coopération culturelle.**

Mémoire soutenu le 26 juin 2020

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine
5, cours des Humanités, 93322, Aubervilliers, France

Remerciements

Je souhaite tout d'abord adresser mes remerciements à Madame Renée Fregosi pour la direction de ce mémoire, pour avoir su aiguiller mes pensées et pour avoir été disponible en toutes circonstances.

Je souhaite particulièrement remercier Joël Girard, Aline Herlaut, et Sofia Rodriguez qui ont été d'une extrême bienveillance et d'une grande aide dans mes réflexions, et qui m'ont apporté, en toute transparence et sincérité, des informations essentielles tout au long de mon stage.

Mes remerciements vont également auprès de celles et ceux qui ont généreusement accepté de m'accorder un entretien, et qui m'ont toujours répondu avec bienveillance : Anne Louyot, Joël Girard, Magali Guerrero, Carlos Urroz et Christophe Cassan.

Aussi, je remercie sincèrement Olivier Compagnon, dont les cours et les travaux ont été une source d'inspiration, et qui a généreusement accepté d'être le second membre du jury.

Enfin, je souhaite remercier mes amis et ma famille d'avoir été présents durant toutes ces années de vie étudiante ponctuées d'apprentissage, de découverte, de construction, parfois de remise en question, mais surtout de grand épanouissement, et dont ce mémoire vient incarner l'aboutissement.

SOMMAIRE

- I... L'existence d'un complexe de circulation France-Espagne-Amérique latine à travers l'action de l'Institut français d'Espagne ; résultat d'une stratégie volontaire ? 13
- Ii. L'absence de régularité dans les relations bilatérales de la France et de l'Espagne avec l'Amérique latine comme témoin du besoin d'imaginer un système plus complexe de coopération ; l'Union européenne, une solution ? ...33
- Iii. Vers une diplomatie plus stratégique et égalitaire pour faire face au ploiement de la diplomatie culturelle en Amérique latine 49

Résumé

L'étude des échanges culturels entre l'Espagne, la France et l'Amérique latine permet d'identifier un espace de circulations héritier d'une riche histoire commune. Or, à l'heure où la diplomatie culturelle française connaît un recul certain, où l'Espagne ne dispose plus de la même influence outre-Atlantique, et où l'Union européenne ne semble pas en mesure de mettre en place une politique culturelle extérieure, l'Institut français d'Espagne apparaît alors comme un acteur privilégié pour faire vivre les liens entre les deux régions. Son emplacement et son action lui permettent de prolonger, dans une certaine mesure, sa politique sur le sous-continent. En effet, les liens étroits qui unissent l'Espagne avec l'Amérique latine font de Madrid un lieu à la croisée des deux continents, et l'Institut en est un témoin privilégié. S'il n'a pas de stratégie explicitement déployée à ces fins, il semble tout à fait possible de l'envisager afin de faire vivre un espace de coopération culturelle réciproque, alimenté par des affinités existantes. La construction d'une aire de coopération interrégionale serait également l'opportunité de déconstruire une approche archaïque de la diplomatie culturelle, encore envisagée comme un outil de rayonnement et d'influence, afin de créer un espace d'échanges interculturels et égalitaires.

Resumen

El análisis de los intercambios culturales entre España, Francia y América latina permite identificar un espacio de circulación heredero de una historia compartida. Sin embargo, cuando la diplomacia cultural francesa se encuentra en retroceso, cuando España ya no dispone de la influencia que tenía sobre el subcontinente, y cuando la Unión Europea no parece capaz de implementar una política cultural y exterior común, el Institut français d'Espagne parece ser un actor privilegiado para promover los vínculos entre las dos regiones. Su posición y su acción permiten una cierta prolongación de su política hacia el otro lado del Atlántico. Efectivamente, por los vínculos estrechos que unen España y América latina, Madrid se hace el lugar en el cruce de los dos continentes, y el Institut, un testigo privilegiado. Aunque no exista una estrategia explícitamente establecida con tal fin, parece completamente posible considerarla para animar un espacio de cooperación cultural recíproca, mantenido por afinidades reales. Construir un área de cooperación interregional sería también una oportunidad de terminar con un enfoque arcaico de la diplomacia cultural, que sigue siendo una herramienta de poder e influencia, con el fin de crear un espacio de intercambios interculturales y recíprocos.

Mots clés

Diplomatie culturelle - circulations culturelles – politique extérieure - coopération – régionalisme - relations internationales – influence – rayonnement

Palabras clave

Diplomacia cultural – circulaciones culturales – política exterior – cooperación – regionalismo – relaciones internacionales – influencia – poder

INTRODUCTION

« L'ultime patrie d'un latino-américain, c'est la France ». Prononcée par Carlos Fuentes, relayée à plusieurs reprises, notamment par Mona Huerta¹ ou encore par François Hollande², cette phrase témoigne d'un rapport privilégié, pour ne pas dire passionnel, entre la France et le continent latino-américain. Ces liens forts sont incarnés par nombre d'intellectuels et artistes qui, tout au long du XXe siècle, ont choisi Paris comme terre d'exil ou comme deuxième patrie. Parmi eux, Gabriel Garcia Marquez, Diego Rivera, César Moro, Jorge Armado, Mario Vargas Llosa, Alejo Carpentier... Et bien d'autres. En effet, dès le début du XIXe, l'élite politique créole qui arrive au pouvoir au moment des indépendances se retrouve face à un enjeu politique majeur : la construction d'États-nations. Cela se fait dans un élan de rejet complet de la période coloniale qui mène à la recherche de nouveaux modèles. Or, les idées bien vivantes des Lumières ou encore la Révolution seront à l'origine de ce que certains qualifient d'*afrancesamiento*³ ; la France devient ce nouveau modèle de substitution inspirant. Ainsi, des liens, plus ou moins forts selon les périodes, vont se créer et faire naître des circulations, en majorité intellectuelles, pour commencer ; au XXe, presque toutes les élites du sous-continent apprennent le français, et voyager à Paris prend la forme d'un rituel⁴. Ainsi, comme l'écrit Mona Huerta, l'art et la culture sont le « ciment traditionnel des relations entre la France et l'Amérique latine »⁵. Cette attraction pour le pays européen, qui mènera certains à s'engager à ses côtés lors du premier conflit mondial, n'est pas sans réciprocité ; la diplomatie culturelle de l'hexagone a elle aussi jeté son dévolu sur l'Amérique latine, laquelle est alors considérée comme un lieu de projection d'influence, une « terre de mission »⁶. S'il est possible d'affirmer la réciprocité de cette attraction, il n'est pas aussi aisé d'affirmer une égalité dans leurs perceptions mutuelles ; tandis que l'un considère l'autre comme un modèle, l'autre y voit un espace d'expansion d'influence.

La naissance de cet intérêt français pour l'Amérique latine s'inscrit dans un mouvement plus large qui s'affirme à la fin du XIXe, et qui vise à faire face à l'image d'un pays affaibli par

¹ Mona Huerta, « Le latino-américanisme français en perspective », *Caravelle*, n°100, mis en ligne le 02 décembre 2013, p.57.

² François Hollande, *Discours du Président de la République au 70eme anniversaire de la Maison de l'Amérique latine*, prononcé le 18 octobre 2016.

³ Denis Rolland, « France-Amérique latine. La crise d'un universalisme, le modèle culturel et politique français au XXe siècle », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, n°1, 2002, p.3

⁴ Mona Huerta, *op. cit.*, p.42.

⁵ *Ibid.*, p.40.

⁶ Georges Couffignal, « La politique étrangère de la France vis-à-vis de l'Amérique latine », *Observatoire des changements en Amérique latine, Amérique Latine 2011. L'Amérique Latine est bien partie, La Documentation française*, IHEAL, Paris, 2011, p.3.

la défaite prussienne en 1870 ; la France se dote progressivement d'un arsenal institutionnel voué au déploiement de sa culture et de ses idées, se voulant et se faisant précurseur de ce que deviendra la diplomatie culturelle. En effet, le pays prend conscience de l'arme que représente l'adoration de sa culture à travers le monde.

En 1883, l'Alliance française est créée, et sur son premier bulletin figure cette phrase presque dogmatique : « La langue française donne des habitudes françaises ; les habitudes françaises amènent l'achat de produits français. Celui qui sait le français devient le client de la France » (Rosselli, 1996). »⁷. L'Alliance française devient alors l'« association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger »⁸. En 1884, un comité local se forme à Mexico ; la première Alliance d'Amérique latine et l'une des premières à s'implanter hors-Europe est fondée. En 1902, la Mission laïque se crée pour diffuser l'enseignement laïque et entretenir le rayonnement français hors des frontières ; elle est reconnue d'utilité publique en 1907. Un organisme semi-public connu sous le nom de Groupement des Universités et des Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine est également créé en 1908. En 1909, le Comité France-Amérique alimente les liens intellectuels, politiques, économiques et sociaux avec les nations américaines. Les exemples sont encore nombreux : on peut constater l'expansion des Lycées français à l'étranger ou encore l'ouverture d'antennes au-delà des frontières par certaines universités françaises. En dernier lieu, certainement l'organe le plus significatif, administré directement par le ministère des affaires étrangères ; le Service des Œuvres Françaises à l'Étranger (SOFE) créé en 1920, qui succède au Bureau des Écoles et des Œuvres françaises à l'étranger en fonctionnement depuis 1910. Le SOFE est l'ancêtre directe de la Direction générale des relations culturelles de 1945. Son action fait vivre l'influence française à l'étranger à travers sa langue, son enseignement, et ses œuvres.

Ce déploiement institutionnel vise en partie à combler la perte de prestige que connaît la France à cette époque, et plus généralement l'Europe. La Première Guerre mondiale vient en effet porter le coup de grâce à l'affaiblissement du pays sur la scène internationale. A contrario, les États-Unis s'affirment de plus en plus. Ce contexte sera donc à l'origine de la création d'une véritable diplomatie culturelle, que l'on définirait, dans sa forme actuelle, selon les termes de Marie-Christine Kessler, comme un « secteur de la politique étrangère [...] une politique

⁷ Marie-Christine Kessler, « Chapitre 15. La diplomatie culturelle », in Thierry Balzacq (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2018, p.267.

⁸ Antonio Nino, « Orígenes y despliegue de la política cultural hacia América latina », in Denis Rolland (dir.), *L'Espagne, la France et l'Amérique latine : politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.69.

publique qui vise à l'exportation de données représentatives de la culture nationale, et à des interactions avec d'autres pays dans ce même domaine culturel »⁹. La culture sera comprise comme « l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances¹⁰ ». Les circulations seront comprises comme celles de ce qui fait généralement l'objet de la diplomatie culturelle : les arts, la littérature et le langage.

L'hexagone devient alors précurseur dans la diplomatie culturelle d'État et développe sa propre spécificité, rarement remise en question au cours de l'histoire ; c'est l'administration publique qui sera chargée de la diffusion de la culture française à l'étranger. Ce postulat est encore vérifiable, même si on pourra lui reprocher quelques exceptions contemporaines. Il n'empêche que le pays n'a cessé d'être une référence en matière de politique culturelle extérieure, qui est allée jusqu'à représenter près de la moitié du budget du ministère des affaires étrangères¹¹.

Et pourtant, de nos jours, ces crédits sont en baisse permanente. Bien qu'en hausse de 2,7 %¹² par rapport à 2019, le Programme 185 de la loi de finances, « Diplomatie culturelle et d'influence », subit des coupes budgétaires progressives. Ce phénomène ne joue clairement pas en faveur de l'Amérique latine ; Paris doit désormais redéfinir des zones prioritaires dont elle ne semble pas faire partie.

Par ailleurs, et peut-être en conséquence, le 3 décembre 2007, l'édition européenne du magazine *Time* affiche en gros titre « The Death of French Culture »¹³, appellation accrocheuse pour annoncer l'article « In Search of Lost Time » figurant dans le numéro. Une référence à Marcel Proust pour introduire une succession de paragraphes argumentés dans lesquels Donald Morrison s'emploie à expliquer le déclin du rayonnement de la culture française, la médiocrité de sa littérature et de son cinéma, la supplantation de la place artistique que détenait Paris par New York et Londres. De manière générale, il démontre, chiffres et arguments à l'appui, l'amointrissement de la production culturelle française par le biais d'une comparaison entre ce

⁹ Marie-Christine Kessler, *op. cit.*, p.263.

¹⁰ *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*, Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet – 6 août 1982

¹¹ Daniel Haize, "La diplomatie culturelle française : une puissance douce ?", *CERISCOPE Puissance*, 2013

¹² Vincente Delahaye, Rémi Féraud, *Rapport général n° 140 fait au nom de la commission des finances, Projet de loi de finance 2020 : Action extérieure de l'État*, enregistré le 21 novembre 2019, p.6.

¹³ Donald Morrison, « In Search of Lost Time », *Time*, novembre 2007. En 2008, D. Morrison co-écrit un livre du même nom avec Antoine Compagnon, et publié aux éditions Denoël. Ils y reprennent les arguments de l'article ayant fait polémique pour mieux les étayer, tout en répondant aux nombreuses indignations et polémiques qui ont fait suite à la publication de l'article en 2007.

que fut la vie culturelle du pays et ce qu'elle est désormais : en train de « déperir » ; « La France d'aujourd'hui est un pouvoir affaibli dans le marché mondial de la culture »¹⁴. L'article ne manque pas de provoquer une rafale de réactions indignées et de réponses de la part des médias français. La publication touche l'hexagone en plein cœur ; son domaine de prédilection se voit remis en question par « la une » d'un des plus grands hebdomadaires des États-Unis, le monde entier pour témoin. L'illustration de l'article est très explicite (voir annexe 1) : on y voit un peintre qui porte un béret sur fond d'immeubles haussmanniens et qui fait valser ses pinceaux face à l'arrivée d'une mustang rose sur laquelle il est écrit « Hollywood ». Une allégorie de l'écrasement du raffinement perdu de l'art français par la culture de masse américaine ? L'illustration est effectivement sans équivoque.

Mais, outre l'aspect scandaleux et arrogant d'un tel message médiatique, l'article établit une corrélation directe entre la notion de « superpuissance » et celle de « rayonnement culturel ». Bien qu'allier la culture à la géopolitique puisse sembler inquiétant, et que nombre d'intellectuels ou d'artistes désapprouveraient ces affirmations, force est de constater que la culture a été et est encore un outil de domination. La puissance d'un pays, dans les faits, est directement liée à son rayonnement culturel. Le *soft power*, à l'inverse du *hard power*, n'est pas tangible, mais influe sur les mentalités et sur le long-terme ; c'est ce qu'avait prématurément compris la politique extérieure française. D. Morrison établit également une comparaison entre la France des siècles derniers, et celle du XXI^e siècle qui tente allègrement de se débattre, à coup de subventions, d'exemptions d'impôts ou encore de quotas, pour faire vivre un rayonnement perdu.

Face à une telle hypothèse, il s'agira donc, en partie, de voir comment s'adapte la diplomatie culturelle française, et si celle-ci suit une tendance de déclin et de nostalgie. En effet, le développement du multilatéralisme, d'acteurs internationaux tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) viennent questionner la dimension régaliennne du *Soft Power* pour l'envisager davantage comme un outil de dialogue et de respect mutuel entre les différentes cultures du globe. Il ne s'agirait donc plus d'étendre son influence via le rayonnement de la culture nationale, mais plutôt d'alimenter les relations et la bonne entente via les politiques culturelles extérieures.

C'est dans ce contexte général de réorganisation d'influence et de remise en question de la diplomatie culturelle que j'ai effectué un stage à l'Institut français d'Espagne, lequel m'a amenée à m'interroger sur la manière de repenser les stratégies de politiques culturelles, afin

¹⁴ «France today is a wilting power in the global culture market place», Donald Morrison, *op. cit.*

de s'adapter face aux baisses de moyens et d'intérêts. L'Institut français d'Espagne, directement rattaché au Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Espagne, est chargé de la coordination des différents instituts français installés dans le pays (Madrid, Barcelone, Saragosse, Bilbao, Séville, Valencia). Contrairement à ses antennes, il ne dispose pas d'une programmation culturelle propre, mais fait vivre la richesse de la coopération et des échanges artistiques entre la France et l'Espagne. Pour ce faire, il est en relation avec les acteurs culturels espagnols dans toute leur diversité ; musées (Reina Sofía, Museo del Prado, Museo Nacional Thyssen-Bornemisza...), théâtres (Teatros del Canal, Teatro Español...), salles de cinéma (Cineteca, Cine Dore), festivals (ARCO, BIME, Festival de Otoño...), etc.

La plupart de ces institutions sont répertoriées dans une cartographie qui constitue une base de données assez riche. Les relations qu'entretient l'Institut avec chacune d'entre elles varient, celles-ci étant tributaires des politiques culturelles régionales plus ou moins disparates en raison de la stratification administrative de l'Espagne et de ses Communautés autonomes. Ainsi, l'Institut, à travers des soutiens financier, logistique, ou simplement en jouant un rôle d'instigateur, invite ou encourage ses partenaires à programmer des productions artistiques françaises (expositions, pièces de théâtre, projections...). A l'inverse, et afin qu'ils connaissent davantage la scène culturelle hexagonale, les représentants des institutions culturelles partenaires sont invité.e.s régulièrement à se rendre à des festivals ou « focus »¹⁵ pour être au fait de la production culturelle dans leur domaine et envisager sa programmation en Espagne. L'Institut a aussi un rôle de « conseiller » ; les rendez-vous avec des artistes français qui souhaitent se produire en Espagne, mais qui ne connaissent pas son paysage institutionnel et ses règles de fonctionnement sont nombreux.

Les partenariats établis, les événements soutenus et de manière plus générale les actions de l'Institut français d'Espagne sont l'exécution d'une ligne directrice préalablement établie par la Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle (CoCAC), en l'espèce Madame Anne Louyot, elle-même dépendante des directives de l'Ambassadeur qui exécute une stratégie nationale de diplomatie culturelle. L'action de l'Institut vise donc à accomplir une stratégie politique établie par le gouvernement français. Il conviendra ici d'étudier si l'Institut français d'Espagne, et plus largement la diplomatie culturelle française en Espagne, élabore ou pourrait élaborer des stratégies, en utilisant sa géolocalisation, pour atteindre, de près ou de loin, le continent latino-américain.

¹⁵ « Focus est un programme destiné à accompagner les professionnels étrangers dans le repérage des secteurs de la création culturelle française et d'encourager leur diffusion dans le monde ». Ils sont organisés par l'Institut français (<https://www.pro.institutfrancais.com/fr/offre/focus>)

En effet, cette complexité des circulations France-Espagne-Amérique latine est réelle ; tout d'abord les affinités entre l'Espagne et l'Amérique latine sont le fruit d'une riche histoire commune, d'une linguistique partagée, et de circulations migratoires intenses. Les relations entre la France et l'Amérique latine, abordées précédemment et dans les lignes à venir sont également bien réelles. Quant à l'Espagne et la France, en plus d'avoir des liens historiques indéniables, et de partager une large frontière, elles sont également protagonistes d'une construction régionale commune qu'est celle de l'Union européenne (UE). Ce complexe triangulaire semble propice à l'étude d'une diplomatie culturelle française en Espagne vers l'Amérique latine, mais également de circulations culturelles tout à fait originales. Les circulations culturelles seront entendues comme les échanges d'éléments culturels qui se font à travers les mouvements transnationaux individuels parfois encouragés, voire créés par la diplomatie culturelle. **L'attention sera portée sur les artistes et intellectuels dans une acception la plus large possible, c'est-à-dire créateurs, reconnus ou non, d'un objet ou d'un savoir pouvant circuler, et ce dans les domaines où agit principalement la diplomatie culturelle française : arts visuels, arts de la scène, littérature...**

Ces circulations sont d'ores et déjà identifiables dans le *curriculum vitae* des membres de l'Institut. Pour n'en citer que quelques-uns : la CoCAC, Madame Louyot, a également occupé la fonction de Commissaire générale de l'année France-Colombie 2017 ainsi que de l'année de la France au Brésil en 2009. L'Attaché culturel et audiovisuel, Monsieur Joël Girard, a été Attaché culturel au Brésil et représentant du Centre Georges Pompidou en Amérique latine. M. Jean-Paul Lefevre, Directeur général adjoint de l'Institut français d'Espagne, a auparavant été Délégué général de l'Alliance française au Brésil. Madame Magalie Guerrero, Attachée pour le Livre, le Débat d'idées et les Médiathèques, a été Attachée de coopération linguistique et éducative à l'Ambassade de France du Venezuela. Madame Aline Herlaut, Attachée culturelle et audiovisuelle adjointe, a été Directrice culturelle de l'Alliance française de Buenos Aires et coordinatrice culturelle au sein de la Fédération des Alliances françaises au Mexique. Tous partagent une expérience commune ; de nationalité française, ils ont exercé outre-Atlantique, pour ensuite assumer leurs fonctions en Espagne.

Par ailleurs, différents entretiens ont été réalisés avec des professionnels de la culture ; Madame Anne Louyot susmentionnée, Monsieur Joël Girard et Madame Magali Guerrero également susmentionnés, Monsieur Carlos Urroz, ancien directeur de ARCO, la Foire internationale d'Art contemporain de Madrid, et enfin Monsieur Christophe Cassan, ancien directeur et co-créateur du Festival BIME, lieu de rencontres professionnelles dans le secteur des musiques actuelles. Parmi ces quatre personnes, deux sont des représentants de la

diplomatie culturelle française en Espagne ayant une expérience significative en Amérique latine, tandis que les deux autres ont dirigé des événements artistiques avec une visée internationale très forte. Tous.e.s s'accordent à dire que les liens entre l'Espagne et l'Amérique latine dans le domaine de la culture sont indéniables, et que la France a, elle aussi, cette relation et ce dialogue privilégié avec son voisin européen, mais également avec le Cône sud. Plus surprenant compte tenu d'une politique espagnole d'influence qui peut sembler viser à l'hégémonie, ils affirment à l'unanimité que l'Espagne est une position de choix pour créer des liens avec l'Amérique latine. Nous vérifierons la validité de cette assertion à travers l'analyse de certains événements avec lesquels collabore l'Institut français d'Espagne. Le BIME, ARCO, ou encore le festival MAPAS sur lesquels nous reviendrons feront l'objet d'une analyse permettant d'identifier des circulations fortes dans le complexe précédemment établi.

Dans un article dédié à l'étude des échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine, Olivier Compagnon écrit : « En reconstituant les itinéraires personnels des passeurs culturels, en identifiant des réseaux de personnes qui se forment au cours du processus de diffusion d'un produit, en décrivant les sociabilités nouvelles découlant de ces réseaux, un certain nombre de recherches ont montré que les processus de diffusion d'un point à un autre n'étaient que rarement linéaires »¹⁶. Les diffusions étudiées en l'espèce seront donc celles soutenues par l'Institut français d'Espagne et ses partenaires, pouvant être considérés comme des « passeurs culturels », afin de pouvoir identifier un ensemble plus complexe d'échanges artistiques auquel l'Espagne, voire même l'Union européenne, prennent part. En d'autres termes, l'Espagne peut-elle servir de point d'ancrage d'une nouvelle forme de coopération avec l'Amérique latine, moins coûteuse, mais qui permettrait cependant de la faire vivre, notamment en créant des liens avec le monde artistique latino-américain et en diffusant sa propre culture artistique outre-Atlantique ?

Il s'agira donc, à travers le prisme de l'Institut français d'Espagne, et en tenant compte des mutations que connaît la diplomatie culturelle française, d'envisager de nouvelles alternatives, spécifiquement vers l'Amérique latine, à travers l'étude des circulations entre la France, l'Espagne et le continent latino-américain. Pour des raisons historiques, culturelles et linguistiques que nous détaillerons, l'Espagne occupe une position privilégiée pour l'accès au sous-continent, et l'étude de l'important dispositif diplomatique français déployé chez son voisin européen permettra de démontrer en quoi la diplomatie culturelle française en Espagne pourrait participer aux échanges entre la France et Amérique latine. Mais il ne semble pas

¹⁶ Olivier Compagnon, « L'Euro-Amérique en question. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Débats*, 03 février 2009, p.7.

exister de volonté propre à l'Institut français d'Espagne allant dans ce sens. Avant d'envisager de potentielles stratégies que ce-dernier pourrait développer pour favoriser les circulations dans ce complexe euro-américain, il convient d'appréhender le rôle et la pertinence de l'Union européenne dans l'élaboration de politiques régionales culturelles.

I. L'existence d'un complexe de circulation France-Espagne-Amérique latine à travers l'action de l'Institut français d'Espagne ; résultat d'une stratégie volontaire ?

A. L'art et la culture : « ciments » historique des circulations France-Amérique latine

1. L'exil réciproque des artistes et intellectuels

L'étude des circulations culturelles ne peut se faire sans un retour préalable sur les flux migratoires qui les ont nourris. Si ces flux de circulations culturelles entre le vieux continent et le nouveau monde sont nés avec l'arrivée des colons et les phénomènes d'acculturation imposée qui s'ensuivent, cette étude se portera davantage sur les circulations intellectuelles et artistiques du XXe siècle qui résultent d'échanges plus égalitaires et consentis. On note, dans les années 1920 et 1930, le passage et la « participation à la vie intellectuelle »¹⁷ française de nombreux écrivains et poètes latino-américains. Parmi les plus connus : Cesar Vallejo, Miguel Angel Asturias, Alfonso Reyes, et bien d'autres. Plus tard, dans les années 1950 et 1960, muselés par leurs gouvernements nationaux, des artistes dont les noms ont traversé les époques choisissent Paris comme terre d'exil : Pablo Neruda, Gabriel Garcia Marquez, Jorge Armado, Julio Cortázar... A l'inverse, l'Amérique latine accueille de grands universitaires français tels que Fernand Braudel ou Claude Lévi-Strauss, ou encore apporte son soutien à la France en accueillant des exilés comme Louis Jouvét, Paul Rivet ou Jules Romains lors de la Seconde guerre mondiale.

Cependant, les migrations latino-américaines vers l'Europe n'ont cessé de se reconfigurer. Si elles ont dans un premier temps été numériquement limitées et élitistes, elles se sont légèrement intensifiées lors des dictatures sud-américaines et particulièrement la dictature chilienne, entraînant d'ailleurs une influence importante des gauches latino-américaines en France. Ces nouveaux flux bénéficient d'une certaine bienveillance de la part des pays européens. Raul Morales La Mura soulève un point important dans son article « L'accueil des exilés latino-américains en Europe »¹⁸ lorsqu'il note l'élan de solidarité européen pour ceux qui ont fui le coup d'État chilien. Il rappelle qu'en France, les initiatives associatives et institutionnelles ont été nombreuses et l'octroi quasi-automatique du statut de réfugié politique a permis une bonne intégration des communautés chiliennes. Alors qu'ils sont

¹⁷ Olga L. Gonzalez, « Latino-américains », in Pascal Ory (dir.), *Dictionnaire des étrangers qui ont fait la France*, Paris, Robert Laffont, 2013, p.2.

¹⁸ Raúl Morales La Mura, « L'accueil des exilés latino-américains en Europe », *Hommes & migrations*, n°1305, 2014, \$14.

au nombre de 2 300 en France en 1975, on en compte 6 300 en 1982¹⁹. Parmi ces exilés, on compte de nombreux artistes ayant trouvé la notoriété dans l'hexagone : les membres du groupe **Quilapayun, Daniel Viglietti, Augusto Boal, Jorge Lavelli, Oscar Castro, Raul Ruiz, Alejandro Jodorowski, Milagros Palma, Alicia Duvojne Ortiz, Lucia Futoransky...**

Toutefois, ces migrations ont connu de nouveaux changements ; de flux intellectuels ou politiques plutôt bien perçus, l'immigration latino-américaine devient plus soudaine et massive dans les années 1990. Pour cause, la « décennie perdue » que connaît le sous-continent est marquée par une forte récession économique et par l'insécurité, de sorte qu'une grande partie de la population décide de migrer. Ce phénomène est particulièrement fort dans les pays andins et c'est ce qu'Olga L. Gonzalez définira comme « l'explosion andine »²⁰. Ces flux plus contemporains ne sont donc plus motivés par des raisons politiques, artistiques ou intellectuelles et incarnés par des personnalités fortes avec de la visibilité et un pouvoir d'expression, mais prennent une tournure plus économique et populaire, représentés par des individus disposant de moyens d'expression plus limités. Il semble donc aisé d'affirmer que les relations entre la France et l'Amérique latine ont été animées par des rapports intellectuels, artistiques et idéologiques.

2. *Le surréalisme comme preuve de ces mariages artistiques*

Mona Huerta a affirmé que la culture est le « ciment traditionnel » des relations entre la France et l'Amérique latine. Dans le même article, l'auteure fait référence à un courant artistique fleurissant dans l'entre-deux guerres pour illustrer ces relations ; le surréalisme.

Théorisé par André Breton dans son *Manifeste du surréalisme*, il le définit comme :

Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale²¹.

S'il est d'usage d'attribuer au poète un rôle central dans ce mouvement, il est également généralement admis que ce mouvement ne peut être étudié sans la prise en compte de son « mariage »²² avec l'Amérique latine. Il évolue effectivement autour d'une influence mutuelle entre cette-dernière et l'Europe. Des références françaises dans le domaine comme André Breton lui-même, Benjamin Péret ou encore Antonin Artaud se sont rendus sur le sous-

¹⁹ Olga L Gonzalez, *op. cit.*, p.3.

²⁰ Olga L. Gonzalez, *op. cit.*, p.3.

²¹ BRETON André, *Manifeste du surréalisme*, Paris, Le Sagittaire-Simon Kra, 1924

²² Mona Huerta, *op. cit.*, p.43.

continent, et ces voyages ont contribué à la création d'un imaginaire latino-américain qui influencera fortement le courant. A l'inverse, beaucoup d'artistes et écrivains d'outre-Atlantique ont séjourné à Paris pour contribuer intensément au développement du surréalisme ; César Moro, Roberto Matta, Wilfredo Lam, Miguel Angel Asturias, Alejo Carpentier, pour n'en citer que quelques-uns.

En Espagne, des artistes emblématiques comme Salvador Dali, Joan Miro ou encore Pablo Picasso adhèrent également à ce mouvement, jusqu'à en devenir des figures référentes et protagonistes de ces circulations. C'est par exemple Salvador Dali qui encouragera le chilien Roberto Matta à rejoindre le mouvement²³. Les artistes espagnols se rendent eux aussi à Paris et participent, conjointement aux artistes français et latino-américains, à la construction du surréalisme de l'entre-deux guerres. L'Amérique latine s'exporte alors physiquement en Europe par le biais de ses artistes, mais elle devient aussi « une matière ardente et une étape singulière dans la construction de l'imaginaire surréaliste »²⁴. En d'autres termes, le continent devient également l'objet du mouvement, qui ne peut être compris sans considérer l'espace commun euro-américain créé. Se dessine alors une aire géographique de bouillonnement artistique composée de l'Amérique latine, l'Espagne et la France, Paris en étant l'épicentre.

3. « L'Euro-Amérique », un espace culturel et artistique commun

Cet historique, loin d'être exhaustif, cherche à soulever des éléments factuels ponctuels permettant de matérialiser ces transferts culturels et nous amène à penser un espace concret, représenté par la France, l'Espagne et plus généralement l'Europe ainsi que l'Amérique latine ;

Dans cette perspective et bien au-delà des mouvements migratoires, l'Euro-Amérique désigne donc l'espace culturel commun formé par l'Europe occidentale et l'Amérique latine de part et d'autre de l'Atlantique : un espace qui naquit de l'étroite relation qu'entretinrent les espaces dominés par l'Espagne et le Portugal avec la péninsule Ibérique durant la période coloniale ; un espace qui se redéploya vers l'Europe du Nord-Ouest dès la fin du XVIIIe siècle et ne sembla jamais aussi homogène que durant les années 1870-1914 ; un espace qui connut de fortes recompositions à partir de la Première Guerre mondiale, au vu du poids croissant des États-Unis sur la scène internationale ; mais un espace culturel commun qui, en dernière analyse, semble demeurer bien vivant aujourd'hui si l'on songe par exemple au succès non démenti de la *french theory* – Derrida, Foucault, Deleuze et les autres... – dans les milieux académiques latino-américains depuis les années 1970²⁵.

Le terme « d'Euro-Amérique » a en effet été utilisé par certains spécialistes et fait notamment référence aux populations européennes venues s'installer outre-Atlantique au moment des colonisations, emportant avec eux leurs croyances et traditions pour les faire vivre,

²³ Mona Huerta, *op. cit.*, p.43.

²⁴ Mona Huerta, *Ibid.*, p.44.

²⁵ Olivier Compagnon, *op. cit.*, p.2.

les imposer, ou plus rarement les laisser épouser les croyances locales afin de donner naissance à des syncrétismes tout à fait originaux. Par ailleurs, et à une échelle beaucoup plus restreinte, les pays latino-américains ont eux-mêmes influencé l'Europe ; le passage des élites à Paris ou Madrid, les réfugiés politiques ou encore les travailleurs ont donné naissance à des échanges culturels de diverses formes.

Cependant, cet espace a été et est encore remis en question ; le XXe siècle voit les lieux d'influences se redessiner au détriment d'une Europe longtemps considérée comme créatrice de modèles. Se développent alors des théories émancipatrices en Amérique latine ; la théorie de la Libération dans les années 1960, dont l'une des figures de proue est Enrique Dussel, est un appel à une récupération épistémologique afin d'établir des pensées philosophiques alternatives.

Capucine Boidin et Fatima Hurtado Lopez écrivent à ce sujet que :

Le processus de décolonisation de l'imaginaire et des connaissances requiert un double mouvement : d'une part, la critique épistémologique des savoirs euro-centriques et coloniaux, hégémoniques, c'est-à-dire une critique des prétentions universelles de l'histoire et de la pensée régionale, européenne. D'autre part, une récupération, une reconnaissance et une production d'options épistémologiques alternatives, celles-ci étant prioritairement produites depuis les lieux des subalternes²⁶.

En d'autres termes, il s'agit de déconstruire la caractéristique eurocentrée des sciences sociales et de la philosophie afin de créer des alternatives en provenance de lieux jusqu'alors considérés comme périphériques. Un peu plus tard, dans les années 1990, le groupe de recherche Modernité/Colonialité/Décolonialité invite à « une critique de l'eurocentrisme et une revalorisation des cultures et épistèmes subalternisées par la culture et l'épistème occidentale »²⁷. Bien que ces différentes théories soient très nuancées les unes par rapport aux autres, il est évident qu'elles visent à une forme d'émancipation des « épistémès » européens et à la revalorisation de ce qui jusqu'alors était considéré comme « l'autre » par les modèles occidentaux, et dont l'Amérique latine fait partie.

Ces théories amènent à penser autrement les circulations du complexe euro-américain ; alors qu'une tendance générale s'est créée visant pour l'Amérique latine à « recevoir » et pour l'Europe à « envoyer », il semble judicieux, en tenant compte des mouvements décoloniaux, de penser la diplomatie culturelle davantage comme un moyen de coopération et d'échanges plutôt que d'influence. Pour cela, il est nécessaire d'identifier au préalable ces circulations triangulaires au sein de l'activité de l'Institut français d'Espagne, protagoniste de la diplomatie culturelle française en Espagne, et peut-être, dans un certain prolongement, en Amérique latine.

²⁶ Boidin Capucine, Hurtado Lopez Fatima, « La philosophie de la libération et le courant décolonial », *Cahier des Amériques latines*, vol.3, n°62, 2009, p.21.

²⁷ Hurtado Lopez Fatima, « Pensée critique latino-américaine : de la philosophie de la libération au tournant décolonial », *Cahier des Amériques latines*, vol. 3, n°62, 2009, p.30.

B. L'existence incontestable de ces circulations culturelles au sein de l'activité de l'Institut français d'Espagne

1. *L'Institut français d'Espagne ; un témoin privilégié pour identifier ces circulations*

L'Institut français a été créé par la loi du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État afin de devenir l'organisme central de la promotion de la culture française à l'étranger. Il détient le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) et est placé sous la tutelle du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Selon le site officiel France Diplomatie, sa mission est de « porter une ambition renouvelée pour notre diplomatie d'influence, de contribuer au rayonnement de la France à l'étranger dans un dialogue renforcé avec les cultures étrangères et dans une démarche d'écoute et de partenariat »²⁸. Le réseau de diplomatie culturelle connaît, depuis une décennie, **des tentatives de rationalisation** : l'Institut français est donc voué, dans les postes diplomatiques où ils coexistent, à fusionner avec les Service de Coopération et d'Action culturelle (SCAC), services directement rattachés aux ambassades et en charge des coopérations culturelle, universitaire et scientifique.

La création de l'Institut français et sa vocation à devenir l'unique acteur de diplomatie d'influence répond à différents objectifs ; son caractère d'EPIC lui permet une autonomie financière qui encourage la formation de partenariats. Aussi, l'objectif de fusion avec les SCAC ou tout autre établissement à autonomie financière (EAF) vise à éviter une multiplication des acteurs de la diplomatie d'influence française, et redonner de la visibilité au réseau, sous la marque « Institut français ». Par ailleurs, en tant qu'EAF, l'Institut n'est pas soumis au plafond d'emplois du MEAE, et peut créer des contrats « locaux ».

L'Institut français d'Espagne fait partie des postes diplomatiques où la fusion avec le SCAC a eu lieu, et devient donc l'acteur privilégié de la diplomatie culturelle française en Espagne. Pour cette raison, il est intéressant d'envisager les circulations culturelles mentionnées précédemment à travers son action. En effet, bien qu'il agisse officiellement sur le territoire espagnol, différents facteurs permettent d'identifier un prolongement de son action au-delà des frontières européennes, et notamment, vers l'Amérique latine. Parmi eux, la riche histoire commune de la région ibéro-américaine et les circulations que cela entraîne, les carrières passées sur le continent latino-américain des représentants de la diplomatie culturelle française en Espagne, mais également la population latino-américaine présente en Espagne. Selon les chiffres de l'Instituto Nacional de Estadística (INE) d'Espagne, en 2019, sur 5 036 878 millions

²⁸ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-culturelle/le-reseau-culturel-francais-a-l-etranger/>

d'étrangers résidant en Espagne, 1 280 154 proviennent d'Amérique latine et des Caraïbes, soit 25 % d'entre eux. Ainsi, la population de personnes immigrées provenant de pays latino-américain et des Caraïbes représente 2,7 % de la population totale en Espagne²⁹. Ces chiffres sont ceux de la population étrangère et ne prennent pas en compte les descendants de migrants latino-américains nés sur le sol espagnol et détenant la nationalité. Par ailleurs, l'Institut français apporte son soutien à des événements internationaux, lors desquels nous constaterons une forte représentation des pays latino-américains.

2. *L'étude des circulations à travers des événements soutenus par l'Institut*

Que ce soit par un soutien financier direct via l'attribution de subventions ou par une aide logistique apportée à l'évènement (billet d'avion, per-diem, nuit d'hôtel des invités...), l'Institut français d'Espagne est le partenaire de nombreux événements organisés sur le sol espagnol. S'il existe une contrainte administrative pour qu'il puisse intervenir en toute légalité (l'exigence d'une présence française ou d'un rapport avec la France à l'évènement), cela n'implique pas nécessairement que la France est le centre d'attention exclusif dans ces événements. Son implication peut donc avoir une incidence, proche ou éloignée, volontaire ou non, sur la création de liens avec d'autres pays. A travers l'étude de trois événements différents, il s'agira de les identifier de façon factuelle et grâce aux témoignages recueillis auprès de deux anciens directeurs : Carlos Urroz, ancien directeur de ARCO, et Christophe Cassan, ancien directeur du BIME festival.

a) ARCO Madrid

ARCO est la foire internationale d'art contemporain de Madrid, créée en 1982 par la municipalité (*ayuntamiento*), la région, la Chambre des commerces et la Caisse d'épargne (*Caja de ahorros*). C'est un lieu de rencontre entre galeristes, artistes, directeurs de musées, et plus généralement tous les professionnels du milieu de l'art contemporain, même si quelques journées sont ouvertes au grand public. L'Institut français y participe de différentes manières ; il organise la venue de professionnels français en la matière. Pour l'édition 2020, ont été invités Nicolas Bourriaud (directeur du Panacée de Montpellier), Marie Griffay (directrice de la FRAC³⁰ de Champagne-Ardenne), Abdelkader Damani (directeur du FRAC Centre-Val de

²⁹ Chiffres de l'Instituto Nacional de Estadística

³⁰ Fonds régional d'Art contemporain

Loire) ainsi que Sandra Patron (directrice du Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux). Ces professionnels ont été contactés, et l'Institut, par le biais d'une convention, s'est engagé à prendre en charge le coût de leur voyage. Par ailleurs, la Résidence de France organise une rencontre ARCO où tous les galeristes ou professionnels français et des personnalités pertinentes sont invités, en présence de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur. L'Institut interagit donc avec la foire espagnole par le biais d'un partenariat, un acte administratif (convention) et d'un évènement de représentation diplomatique.

Par ailleurs, selon le site d'information argentin Infobae, ARCO Madrid 2020 compte, sur la totalité des galeries internationales représentées, 20 % de présence latino-américaine³¹. En 2019, toujours selon le site argentin, l'Amérique latine représentait 29 % de la présence internationale, avec 40 galeries de 12 pays différents³². Les chiffres plus élevés de l'édition 2019 s'expliquent notamment par le statut de « pays invité » détenu par le Pérou. Ainsi, selon Carlos Urroz « Ce fut une édition très réussie. La présence du Pérou comme pays invité a fait venir de grands collectionneurs latino-américains, directeurs de musées et des personnes intéressées par le contenu d'ARCO, et cela a été très satisfaisant »³³.

Concernant la présence française, ARCO Madrid a accueilli 11 galeries d'art françaises³⁴, et de nombreux professionnels dont celles et ceux précédemment mentionnés mais également le président du Centre Pompidou et son directeur ; Serge Lasvignes et Bernard Blistène.

On peut donc aisément supposer que des interactions entre professionnels de la culture français et latino-américains avec des artistes français et latino-américains ont eu lieu. Selon les mots de Carlos Urroz :

ARCO devient l'entrée ou la vitrine de l'art latino-américain pour un public international. C'est une foire où en plus des acheteurs, il y a des directeurs de musées, des critiques d'art, des directeurs de biennales. Ainsi, pour les artistes et galeristes latino-américains qui participent à ARCO, c'est une vitrine pour les musées nord-américains, anglais, français... Depuis 1997, le nombre de galeries latino-américaines a énormément augmenté³⁵.

³¹ « ARCOMadrid 2020 : la presencia latinoamericana en la gran feria de arte española », *infobae*, 13 novembre 2019

³² « Con una fuerte presencia latinoamericana, comienza ARCOMadrid », *infobae*, 26 février 2019

³³ «Ha sido una edición muy exitosa, la presencia de Perú, como país invitado ha hecho que vinieran grandes coleccionistas de Latinoamérica, directores de museos y personas interesadas en los contenidos realizados en Arco y eso ha sido muy satisfactorio"»

³⁴ Chantal Crousel, Thaddaeus Ropac, Bendana-Pinel, Christophe Gaillard, Denise René, Jérôme Paggi, Jocelyn Wolf, Lelong and Co, Maubert, Michel Rein, Mor Charpentier et Perrotin

³⁵« ARCO se convierte en la entrada o el escaparate del arte latinoamericano, para un publico internacional. ARCO es una feria donde además de compradores hay muchos directores de museos, críticos de arte, directores de bienales, por lo cual, para los artistas y las galerías de latinoamerica que participaran en ARCO supuso un escaparate a los museos de Estados Unidos, Inglaterra, Francia... Desde el año 1997, el numero de galerías latinoamericana aumento muchísimo"»

Il emploie le terme de “vitrine” afin de démontrer qu’ARCO représente, pour les latino-américains, un moyen de diffusion de l’art latino-américain vers l’international et notamment vers l’Europe. L’Espagne se veut être le point d’ancrage de cette diffusion. L’ancien directeur d’ARCO affirme par la suite de l’entretien que cet échange est réciproque :

Je crois également que quand un pays latino-américain a été invité d’honneur à ARCO, les collectionneurs français et européens sont venus ici pour prendre la mesure, connaître un peu mieux, je ne sais pas, l’art colombien... Par exemple, un groupe des Amis du Centre Pompidou est venu à ARCO, et, deux ans plus tard, ils sont allés à Bogota pour un voyage. Mais dans un premier temps, ils sont venus ici pour connaître l’art, les personnes. ARCO est le point de rencontre de l’art contemporain entre l’Europe et l’Amérique latine³⁶.

Il est en effet plus aisé pour les professionnels français de se rendre à Madrid pour avoir une vue d’ensemble sur la création outre-Atlantique que d’organiser un voyage à travers les nombreux et vastes pays qui composent le sous-continent. Dans ce témoignage, il est également question d’un voyage entrepris par les Amis du centre Pompidou³⁷ à Bogota à la suite d’une rencontre à ARCO avec des artistes colombiens. Il s’agit là de la réalisation concrète d’un échange culturel entre la France et l’Amérique latine créé sur le sol espagnol lors d’un évènement soutenu par une institution de diplomatie culturelle française.

La capitale espagnole semble en effet être le lieu à-même de faciliter ce dialogue. A la question de savoir si ce lien privilégié dans le domaine de l’art entre l’Espagne et l’Amérique latine existe, Carlos Urroz répond :

Oui. Dans le domaine de l’art, de la littérature. Surtout avec la littérature. C’est évident pour la langue commune et l’industrie éditoriale commune. Pour l’art, de nombreux artistes latino-américains reconnus travaillent avec une galerie à Madrid, et les galeristes madrilènes se rendent régulièrement en Amérique latine³⁸.

Les échanges ibéro-américains sont intenses et pour l’Institut, se greffer à tels évènements, pourrait « profiter » aux relations qu’entretient la France avec l’Amérique latine dans le monde de l’art contemporain, en l’espèce.

³⁶ “Creo que también cuando habido un país latinoamericano invitado a ARCO era el año en que coleccionistas franceses y europeos venían aquí a probar, a conocer un poco más, pues, por ejemplo, del arte colombiano... Por ejemplo, vinieron aquí un grupo de los amigos del Pompidou que luego, dos años más tarde fueron a Bogotá hacer un viaje. Pero primero vinieron aquí a conocer la gente, el arte. ARCO es el punto de encuentro en el arte contemporáneo entre Europa y América latina.”

³⁷ Les amis du Centre Pompidou est une association de mécénat qui œuvre à l’enrichissement de la collection du Musée national d’art moderne

³⁸ “Si. En el arte, en la literatura. Primero con la literatura. Es muy claro por el idioma común y la industria editorial común. En el arte, muchos de los artistas latinoamericanos importantes trabajan con una galería en Madrid. Las galerías madrileñas van regularmente a Latinoamérica.”

b) Le BIME Festival

Le BIME Festival est un festival de musiques actuelles organisé annuellement à Bilbao entre les mois d'octobre et novembre. Il est divisé en deux pans : celui réservé aux professionnels « BIME pro » et celui ouvert au grand public « BIME live ». Le premier, et celui qui nous intéresse particulièrement, consiste en l'organisation de rencontres professionnelles de tous les corps de métiers du domaine des musiques actuelles et des industries culturelles et créatives. Le festival s'articule autour de débats, conférences, *showcases* ou encore de *speed-meetings*. Sur le site internet de l'évènement il est mentionné que « En tant que point de rencontre international entre l'industrie musicale et les autres industries culturelles et créatives, BIME pro devient le point de rencontre entre professionnels de la musique européens et latino-américains »³⁹. En effet, l'évènement se veut être le lieu de rencontre entre les industries musicales européennes et latino-américaines, et a même créé, à cet effet, le réseau « LATAM » de représentants du continent latino-américain provenant d'Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et du Venezuela. Parmi eux, des agents culturels, programmeurs, promoteurs des musiques latino-américaines, créateurs de festivals ou encore des producteurs.

Lors d'un entretien avec Christophe Cassan, un des fondateurs du BIME pro dont il prend la tête durant cinq années, ce-dernier explique :

L'autre axe important est la relation entre l'Europe et l'Amérique latine [...] Il nous semblait nécessaire et important qu'il y ait plus de relations entre les deux marchés. On voulait également que l'industrie européenne utilise notre événement pour se familiariser avec les marchés américains. Généralement, la présence de professionnels latino-américains est très limitée. Donc, pour des Bureau export ou des entreprises qui ont l'intention de développer leurs artistes sur le marché américain, cela semble assez difficile si on n'a pas pu rencontrer les gens avant. On voulait offrir un espace où tous les professionnels européens puissent rencontrer des possibles futurs collègues sud-américains, et pouvoir connaître mieux ces marchés-là. C'est un lieu de rencontre.

L'Amérique latine est mise à l'honneur lors de cet évènement qui se veut le créateur d'un lien direct entre les deux continents.

Quant à la présence française, Christophe Cassan ajoute ;

Quand on est professionnel et qu'on veut se développer à l'international, la logique veut qu'on regarde principalement nos voisins pour des questions de proximité culturelle et pour limiter les frais. Surtout que le pays-basque espagnol est à la frontière de la France, l'un des premiers pays présents est forcément la France. [...] En France, il n'y a pas d'évènements avec autant de présence latinoaméricaine, à part peut-être le Midem. Le BIME est sans aucun doute un des événements importants pour se rapprocher du marché de l'Amérique latine pour les professionnels français. [...] Il y a un intérêt dans les deux sens : de la part des artistes et professionnels français de se développer en Amérique latine, et vice-versa.

³⁹ Site officiel du BIME Festival : <https://www.bime.net>. Texte original : «Actuando como punto de encuentro de referencia internacional para la industria musical y otras industrias culturales y creativas, BIME PRO se convierte en el punto de encuentro entre los profesionales de la música europeos y latinoamericanos »

Cette réflexion sur la proximité géographique est également un point important dans la création de ces échanges culturels entre la France et l'Amérique latine sur le territoire espagnol ; c'est un lieu stratégique et d'une certaine manière plus économique pour créer des rencontres à moindres frais. Cet avantage s'applique de part et d'autre de l'Atlantique, pour les professionnels latino-américains comme pour les professionnels français.

Afin d'illustrer l'exemple de ces circulations, l'ancien directeur du BIME cite le groupe français **The Inspector Cluzo** qui a connu un grand succès en Amérique latine où il a effectué une grande tournée à la suite d'une rencontre avec Claudia Perreira, agent d'artistes européens et latino-américains d'origine chilienne qui cherche à créer des réseaux entre la France, le Canada et l'Amérique latine. Cette dernière fait partie des délégués du réseau « LATAM ». En 2017, le groupe français participe au BIME Festival. Avant cette date, leurs « tours »⁴⁰ se limitent à une scène européenne. En revanche, en 2018 et 2019 ils se produisent entre Europe et Amérique latine (Montevideo, Concepción, Lima, Oxapampa, Bogota, Panama, San Jose, Sao Paulo...). Cette chronologie témoigne donc de la pertinence de leur participation au BIME, et de leur rencontre avec Claudia Perreira pour leur exportation vers le sous-continent. L'Institut français, en collaborant avec un festival comme celui-ci permet donc, via sa politique et ses financements, une ouverture de la diplomatie culturelle vers l'Amérique latine, et facilite des rencontres entre la France et l'Amérique latine pouvant mener à des collaborations ou à la création d'un réseau de professionnels et d'artistes.

c) Le MAPAS Festival

Spécialisé dans toutes les disciplines musicales et les arts de la scène (cirque, théâtre, danse, arts de la rue...), le festival, organisé tous les ans à Santa Cruz de Tenerife aux Canaries, se veut un lieu de rencontre entre les créateurs des arts de la scène d'Amérique latine, d'Afrique et du sud de l'Europe (Espagne et Portugal) et les responsables de programmation d'espaces culturels de tous les continents. Il se compose donc principalement de *showcases* et de *speed meetings*. L'évènement se positionne volontairement à la croisée des trois continents – africain, latino-américain, européen – avec des programmeurs du monde entier. Sur la page de présentation de leur site officiel on peut lire « N'oubliez pas que notre appel est dirigé à toutes les disciplines musicales et des arts de la scène (Théâtre, Arts de la rue, Cirque y Danse) créées dans tout pays d'Afrique, d'Amérique Latine et du Sud de l'Europe (Espagne-Portugal) »⁴¹. Cet appel témoigne d'une réelle volonté de mettre en avant les productions artistiques des trois

⁴⁰ Site officiel de The Inspector Cluzo : <http://theinspectorcluzo.com/TourArchive>

⁴¹ Site officiel du MAPAS Festival : <http://mapasmercadocultural.com/fr/presentation-mapas-2020/>

zones géographiques citées ci-dessus. La localisation de cet événement est tout à fait adaptée à sa vocation ; les îles Canaries sont un territoire espagnol entre l’Afrique et l’Amérique, propice à leur rencontre et à leur fusion en une zone géographique que le festival qualifie « d’Atlantique-Sud ».

Cette idée originale de créer un festival de connexion et de diffusion de la création des arts performatifs de l’Atlantique-sud provient d’une ambition de faire naître une plateforme de confluence tricontinentale. Cet événement tient aussi son originalité de sa codirection. D’une part les institutions publiques des îles Canaries (Cabildo insulaire des Canaries, Direction de la culture et de l’éducation de Tenerife...), mais aussi des indépendants comme le colombien Octavio Arbelaez, directeur de Circularart, plateforme professionnelle de l’industrie musicale où se rencontrent tous les ans, à Medellin, les représentants latino-américains de cette industrie. Mario Vega est également un des co-directeurs, parallèlement à son activité de dirigeant au sein du groupe espagnol Unahoramenos, spécialisé dans la gestion de projet culturels des arts de la scène. La direction du festival est donc tout aussi diverse que son concept.

Lors de mon stage, Joël Girard, l’Attaché culturel était en discussion avec le Bureau Export⁴² et Mario Vega afin d’envisager une collaboration conjointe et future de l’Institut français et du Bureau export avec le MAPAS. Ce genre de collaboration serait également intéressante dans le développement des circulations entre la France et l’Amérique latine via l’Espagne.

A travers l’étude de ces événements, il est donc particulièrement important d’identifier le rôle majeur que joue, ou pourrait jouer, l’Institut français d’Espagne en collaborant ou en aidant des manifestations espagnoles à visée internationale. Il s’avère en effet que les événements étudiés ont un lien fort avec l’Amérique latine, pour des raisons de facilité linguistique notamment. L’Institut, et donc, la diplomatie culturelle française pourrait profiter du courant fort entre l’Espagne et l’Amérique latine pour faire naviguer sa politique naturellement vers l’autre côté de l’Atlantique.

3. *L’Étude de ces circulations à travers des démarches individuelles soutenues par l’Institut*

Au-delà de la collaboration de l’Institut français avec des événements espagnols, il existe de nombreuses initiatives individuelles ou privées qui créent des tectoniques de circulation

⁴² Association créée en 1993 et qui aide le développement à l’international d’artistes de l’industrie musicale française

complexes et non-linéaires. Lors d'un entretien avec l'Attaché culturel français en Espagne, ce-dernier affirme : « Il y a ces circulations, il y a ces flux. Ils sont importants, complexes, nombreux. Certaines se perçoivent très clairement, qui donnent à mesurer la réalité de cette activité qui reste forte entre l'Europe, avec comme point d'entrée l'Espagne, et l'Amérique latine. ». Il donne ensuite comme exemple la programmation 2019-2020 de los Teatros del Canal où énormément de pièces uruguayennes et argentines sont programmées. Ces mêmes troupes se rendent au Festival d'Avignon, et ainsi s'instaure la circulation. Ainsi, selon l'Attaché culturel :

La programmation du Canal a permis à beaucoup de programmeurs d'ailleurs de pouvoir prendre la mesure de ce qui se passe en Amérique latine. C'est une sorte de plateforme de promotion. Cela permet à des prescripteurs, qui ne vont pas tous les ans faire le tour de l'Amérique latine car ce serait chronophage, d'avoir un échantillonnage.

Carlos Urroz emploie le terme « *escaparate* » pour décrire ce que représente ARCO des deux côtés de l'Atlantique, Christophe Cassan, quant à lui, parle de « plateforme pour se familiariser » à propos du BIME et Joël Girard utilise les termes « d'échantillonnage » et « plateforme de promotion » pour définir ce que peuvent représenter los Teatros del Canal pour une compagnie latino-américaine ou pour un programmeur européen.

Ainsi, les professionnels interrogés répondent unanimement quant à la position de l'Espagne comme porte d'entrée des relations entre la France et l'Amérique latine ; il s'agit d'un territoire clé, d'une vitrine, d'une plateforme de promotion, ou encore d'un lieu de rencontre. Les professionnels des deux continents peuvent y avoir une vue d'ensemble sur les créations européenne et latino-américaine. En effet, l'Espagne est un lieu privilégié à la croisée des deux continents, et, selon Joël Girard, la réception de l'art latino-américain y est unique et presque familière :

C'est vrai, d'ailleurs, que si l'on veut proposer une esthétique théâtrale d'un auteur ou une collection d'art contemporain latino, de but en blanc, à Berlin ou à Zurich, il y aura peut-être un public érudit et curieux, mais cela peut faire un flop. Alors qu'en Espagne la perception du substrat culturel, de la réalité est beaucoup plus complète, le contexte est bien plus éclairant.

Ces réalités de circulations existent également à l'échelle individuelle. Joël Girard prend notamment l'exemple de **Rodrigo Garcia**, metteur en scène, dramaturge, écrivain hispano-argentin né à Buenos Aires en 1964. Ce-dernier a débuté sa carrière dans son pays natal qu'il a fui en 1986 pour se rendre en Espagne où il crée une grande partie de son œuvre. L'artiste fait ensuite carrière en France et dirige le Centre dramatique national (CDN) de Montpellier de 2014 à 2018 qu'il renomme hTh en s'inspirant de l'ouvrage *Humain, trop humain*⁴³ que

⁴³ Nietzsche Frédéric, *Humain, trop Humain*, Paris, Société du Mercure de France, 1906.

Nietzsche dédie aux esprits libres et notamment à Voltaire. Bien que cela puisse paraître anecdotique, cette initiative révèle la volonté de l'artiste de transformer le CDN en une œuvre d'art. Cela se décline également dans la programmation qui s'ouvre à d'autres disciplines, plus expérimentales et moins conventionnelles. L'Argentin apporte ses influences natales, puis espagnole à la tête d'un théâtre public français dans lequel il exerce une mission d'intérêt public, et devient protagoniste des échanges culturels entre l'Amérique latine, l'Espagne et la France. Il écrit également la pièce *Evel Knievel contre Macbeth – Na terra do finado Humberto* qui se déroule à Bahia au Brésil. La pièce est écrite et jouée en espagnol avec un sur-titrage français. On peut, là aussi, voir une triangularité de circulation Amérique latine – Espagne – France aussi significative que le rôle détenu par Rodrigo Garcia dans l'univers du théâtre. L'Institut français d'Espagne a joué un rôle de soutien et de communication (voir annexe 2) dans la représentation de certaines de ses œuvres en Espagne. **L'institution française participe donc à la promotion d'un artiste d'origine latino-américaine ayant également évolué en Espagne, puis en France à la tête d'une institution importante, dans sa tournée en Espagne.**

Mais, Rodrigo Garcia n'est pas un exemple isolé ; l'acteur et metteur en scène **Marcial Di Fonzo Bo**, franco-argentin né en 1968 en Argentine dirige depuis 2015 la Comédie de Caen. D'abord acteur, il joue notamment dans des pièces de Rodrigo Garcia, gagne le prix d'interprétation de la critique théâtrale de Barcelone et celui de la révélation du Syndicat national de la critique théâtrale de France. En 1998, il crée le spectacle *Copi, un portrait*, à Barcelone, ensuite repris en France, puis qui donne lieu à une tournée outre-Atlantique. **Il met en scène d'autres pièces, dont celles de Copi, auteur argentin du XXe siècle, qui donne lieu à une tournée en France, en Espagne, puis en Amérique latine. L'Institut français d'Espagne participe à sa représentation à Madrid au Teatro español en 2017.**

Ces exemples illustrent de quelle manière l'Espagne peut être un point d'entrée pour l'Amérique latine vers la France, tout comme elle peut l'être depuis la France vers l'Amérique latine. Une fois ce point d'ancrage dépassé, se créent des espaces géographiques complexes où les circulations dépassent la linéarité ; Rodrigo Garcia suit le parcours Amérique latine, Espagne, puis France, mais il traverse à nouveau les Pyrénées dans le sens inverse pour des représentations, et son œuvre traverse l'Atlantique pour se produire également en Amérique latine. Marcial Di Fonzo Bo suit un parcours différent, de l'Amérique latine à la France, puis en Espagne, et la majorité de ses créations continuent de circuler principalement entre ces trois régions. **Les œuvres de ces artistes circulent alors dans cet espace qu'ils ont d'abord créé physiquement par leurs migrations.**

L'Institut français d'Espagne participe à l'évolution de ce complexe dans la capitale du pays considéré comme une passerelle entre les deux continents, et semble alors occuper une place de choix dans le développement d'une stratégie de diplomatie culturelle vers l'Amérique latine. Si nous avons démontré que les circulations sont bien présentes, que l'Institut participe ou collabore avec des événements et individus directement ou indirectement liés à l'Amérique latine, il reste à savoir s'il existe une réelle volonté diplomatique de coopérer, via l'Espagne, avec l'Amérique latine.

C. Peut-on affirmer l'existence d'une stratégie diplomatique française en Espagne à destination de l'Amérique latine ?

1. *La particularité du domaine de l'édition*

Dans son article « Latino-Américains »⁴⁴, Olga L. Gonzalez affirme que « L'aura littéraire a longtemps accompagné la présence latino-américaine en France ». Elle illustre son affirmation en abordant la venue de nombreux écrivains et intellectuels dont la plupart a déjà été citée précédemment, puis elle évoque les universitaires français ayant traversé l'Atlantique. Enfin, elle aborde la création de la collection littéraire latino-américaine « La Croix du Sud » en 1954 par le français Roger Caillois à son retour d'Argentine, quelques années avant ce que l'auteure qualifie de « boom latino-américain »⁴⁵, dans les années 60. En effet, plusieurs maisons d'éditions françaises commencent à traduire la littérature sud-américaine qui fait naître l'engouement de la critique et du public français.

Toutefois, si cet enthousiasme français vers la littérature latino-américaine est largement réciproque, l'exportation de la littérature française y est plus compliquée pour des raisons économiques et pour la situation très fragile du système éditorial latino-américain, largement étouffé par l'implantation locale de l'industrie Espagnole. En effet, le marché de l'édition, de par sa nature, se constitue naturellement entre pays partageant une langue commune ; l'Espagne et l'Amérique latine sont alors potentiellement un seul et même marché, un espace d'intégration où production, exportation, politiques éditoriales, cadre législatif sont directement concurrents.

Cette réalité de l'époque est encore présente aujourd'hui. Lors d'un entretien qui n'a pas été enregistré, Magali Guerrero, Attachée pour le Livre, le Débat d'idées et les Médiathèques à l'Institut français d'Espagne, anciennement Attachée de la coopération linguistique et éducative, chargée de la promotion du livre à l'Ambassade de France au Venezuela, assure que

⁴⁴ Olga L. Gonzalez, *op. cit.*, p.2.

⁴⁵ *Idem.*

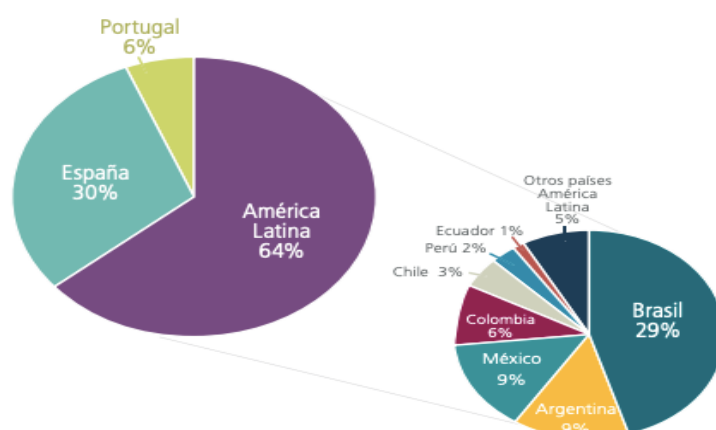
les maisons d'édition latino-américaines sont particulièrement fragiles. Même si le Mexique, l'Argentine et le Chili ont réussi à se faire une place sur le marché, l'Espagne reste la porte d'entrée principale dans l'espace ibéro-américain du livre. Elle déplore par ailleurs que la France ne sache pas prendre la mesure de cette opportunité que représente l'Espagne dans l'exportation du livre français en Amérique latine, et qu'un poste comme le sien soit voué à disparaître en Espagne, lorsqu'il n'existe déjà plus en Amérique latine hispanophone. Sa mission étant principalement de promouvoir la traduction de livres français en espagnol, et l'édition espagnole représentant une part majoritaire du marché du livre ibéro-américain, négliger son poste revient à négliger une zone géographique très importante.

Son rôle semble donc décisif, et si l'Attachée pour le Livre avait un homologue en Amérique latine (le dernier en date était au Mexique, mais le poste a disparu), cela permettrait dans un premier temps d'établir un réseau et des liens forts pour la traduction des livres français en castillan. D'autant plus que selon un rapport du Centro Regional para el Fomento del Libro en America Latina y el Caribe (CERLALC) :

Il faut mentionner que, avec une population équivalente au quart de celle du Brésil, l'Espagne produit le même volume de titres chaque année. Cela suffit à mesurer la distance entre le niveau de développement de l'industrie éditoriale espagnole et celle du reste des pays ibéro-américain, et justifie ses volontés⁴⁶.

L'Espagne occupe donc une place prééminente dans la production du livre hispanophone, en atteste le graphique ci-dessous.

Figure 1 - Distribution selon les pays des titres ISBN dans l'espace ibéro-américain (2017)⁴⁷



FUENTE: agencias nacionales del ISBN. CÁLCULOS: Cerlalc.

⁴⁶ Rapport du Centro Regional Para el Fomento del Libro, *El Espacio iberoamericano del libro*, 2018, p.28. Texte original : « No se puede, sin embargo, ocultar el hecho de que, con un cuarto de la población de Brasil, España produzca el mismo volumen de títulos anualmente. Este factor basta para marcar la distancia entre el grado de consolidación del sector editorial español frente al resto de los países de Iberoamérica, al tiempo que pone de manifiesto su vocación exportadora »

⁴⁷ *Idem*.

Ce même rapport fournit des chiffres clés sur la position des filiales éditoriales espagnoles en Colombie. Comme dans de nombreux pays latino-américains, des filiales de maisons d'édition s'implantent, et représentent une part importante de la production des livres dans leur pays d'accueil. Ainsi, en Colombie, pour l'année 2017, les éditeurs espagnols couvrent 40 % de la production totale de livres du pays. L'Espagne couvre donc presque la moitié du marché colombien de l'édition.

A cette domination de l'édition espagnole sur le marché du livre ibéro-américain s'ajoute la place occupée par le pays européen dans les importations des pays latino-américains, or Amérique latine.

Figure 2 - origines principales non latino-américaines des importations de livres imprimés à destination de l'Amérique latine⁴⁸



FUENTE: UN Comtrade. CÁLCULOS: Cerlalc.

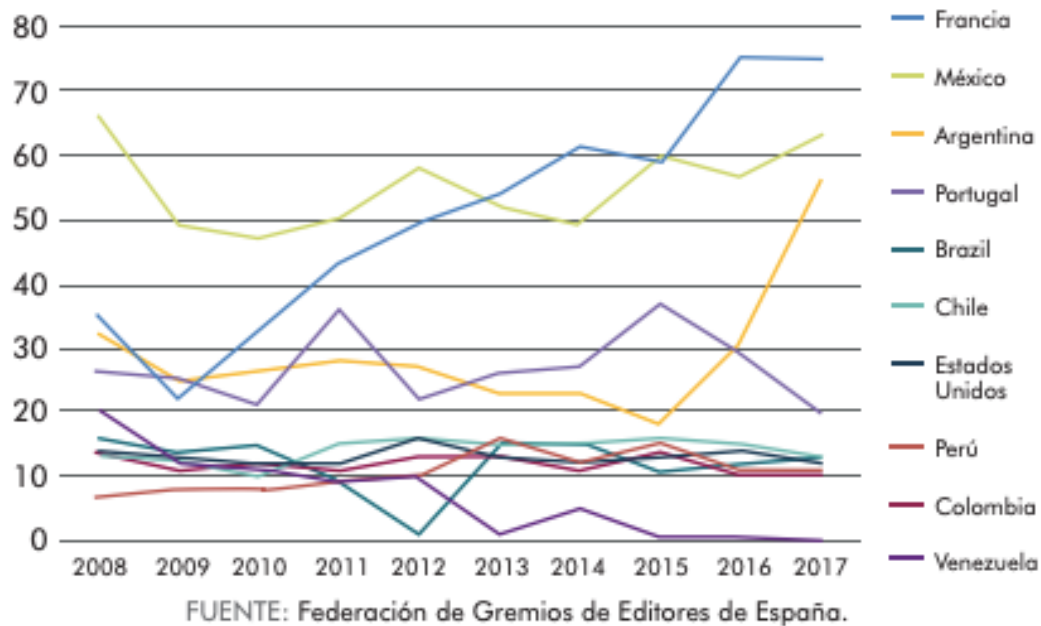
La figure 2 nous montre que l'Amérique latine importe, en dehors des pays qui la composent entre eux, principalement d'Espagne, des États-Unis, de la Chine, et à moindre mesure du Royaume-Uni. La France fait donc partie des 13 % répartis dans les « autres pays », d'où l'importance de collaborer avec l'Espagne afin que le pays soit une étape dans l'importation ; il achète les droits en France, et les revend en Amérique latine. C'est, selon Magali Guerrero, le fonctionnement habituel.

Par ailleurs, le rôle du Mexique n'est pas négligeable selon l'Attachée pour le livre ; c'est lui qui reçoit la plupart des exportations espagnoles pour ensuite les redistribuer aux États-Unis et en Amérique latine, or, le poste d'Attaché pour le livre n'existe plus dans ce pays depuis

⁴⁸ Rapport du Centro Regional Para el Fomento del Libro, *op. cit.*, p.96.

quelques années, témoignant d'un manque de stratégie dans l'exportation du livre français en Amérique latine. Pourtant, les chiffres démontrent très justement (cf. Figure 3) que ce complexe euro-américain existe bel et bien dans le domaine de l'édition, et, en conséquence, de la littérature, avec, en son centre, l'Espagne.

Figure 3 - Exportations espagnoles vers certains marchés en millions d'euros, seulement pour le secteur éditorial (2008 - 2017)⁴⁹



Selon Magali Guerrero, différentes stratégies sont possibles. Il serait possible d'accentuer les coopérations avec l'Espagne en proposant des sommes attractives aux éditeurs espagnols contre une redistribution en Amérique latine. L'Institut pourrait également donner une aide à la cession des droits universels des éditeurs français aux éditeurs espagnols afin que ceux-ci puissent ensuite redistribuer dans l'Amérique latine hispanophone. Ces stratégies consistent à envisager l'Espagne et l'Amérique latine comme un marché unique pour le livre français en prenant en compte la réalité de leur langue commune.

L'Attachée culturelle tente de prendre en compte ces possibilités dans son travail, mais elle le fait davantage par conviction personnelle que par injonction hiérarchique, car aucune stratégie n'est explicitement mise en place.

⁴⁹ Rapport du Centro Regional Para el Fomento del Libro, *op. cit.*, p.90.

2. *Un complexe de circulation existant malgré une volonté propre de l'Institut français*

Les évènements étudiés, les contextes historique et culturel exposés et les réalités constatées sont autant d'éléments qui nous permettent donc d'identifier un complexe de circulation entre la France, l'Espagne et l'Amérique latine, et de confirmer cette position tout à fait originale et exploitable de l'Institut français d'Espagne. Cependant, si les hypothèses sont confirmées par tous les professionnels interrogés ou encore par les chiffres, affirmer que tout cela relève d'une stratégie volontaire de l'Institut français semble trop audacieux. Joël Girard, Attaché culturel, et donc occupant un poste clé dans la diplomatie culturelle française en Espagne, répond, à la question de savoir s'il existe une stratégie clairement établie de la part de l'Institut français en Espagne vers l'Amérique latine :

Je ne pense pas que l'Institut français d'Espagne dans sa stratégie ait une sous-stratégie qui serait celle-là. On l'a un peu induite car il faut prendre en compte ces nécessités sur ce territoire, observer et prendre conscience de toutes ces circulations. [...] Mais ce serait vraiment présomptueux de dire que nous avons une stratégie ou une sous-stratégie qui serait une fusée à deux étages avec notre action de coopération en Espagne avec, pour sous-objectif, l'Amérique latine. Mais, quand on est professionnel de la culture ici en Espagne, on doit prendre cela en considération.

L'Attaché estime donc qu'il n'existe pas de stratégie établie, mais, que les circulations sont réelles et que, de manière presque inconsciente, la stratégie de l'Institut peut toutefois en bénéficier. Il complète en disant que « Il est clair que cela compte aussi quand on fait venir un professionnel français, un programmateur au Festival de Otoño à Madrid ; il sait qu'il aura une pièce de la meilleure création d'Uruguay sans faire 10 000 km. Cela nourrit notre travail, mais est-ce que cela détermine une stratégie ? Non. ». La position est claire ; le service culturel n'a pas de stratégie vers l'Amérique latine, mais il réalise que certaines de ses actions sont profitables pour ses relations outre-Atlantique, ce qui, néanmoins, n'est pas suffisant pour affirmer l'élaboration d'une stratégie.

Ainsi, l'actuelle collaboration avec l'Amérique latine via l'Espagne est le résultat hasardeux de liens forts préexistants, ce que regrette Magali Guerrero, qui estime également qu'il n'existe aucune démarche française visant à utiliser l'Espagne comme zone tampon avec le continent latino-américain. Pourtant, Anne Louyot, Conseillère culturelle de l'Ambassade de France, directrice de l'Institut français d'Espagne, estime, elle aussi, que l'Espagne est une zone de choix. La Conseillère évoque, lors de l'entretien, la majorité des domaines abordés jusqu'alors (art contemporain, musiques actuelles, littérature), en insistant sur le domaine de l'édition, où une stratégie pourrait être clairement développée et efficace. Madame Louyot a occupé dans le passé des postes très importants dans la diplomatie culturelle française en Amérique latine, et est donc particulièrement consciente des réalités locales et du

fonctionnement de la diplomatie culturelle en générale. Pourtant, lors de l'entretien, même si elle reconnaît la position stratégique de l'Institut français d'Espagne, la Conseillère emploie principalement le conditionnel pour exprimer les possibles actions que « pourrait » entreprendre l'organisme. Cela prouve qu'il n'existe pas de réelle stratégie, même si les diplomates sont eux-mêmes conscients du potentiel que représenterait leur existence.

Il est en effet important de constater l'existence de règles administratives qui empêchent réellement un « éparpillement » de l'action de l'Institut. Chaque convention signée entre le service culturel et un partenaire est contrôlée par le chef de service, le Secrétaire général, puis la Conseillère de coopération et d'Action culturelle, pour ensuite être transférée à l'agent comptable. Chaque euro versé est contrôlé et correspond à un crédit attribué au fonctionnement de chaque service. Les conventions sont minutieusement rédigées afin de prouver un lien quelconque avec la France et une utilité de la participation de l'Institut à l'évènement en question. Il serait donc légalement impossible de justifier d'un acte administratif par l'ambition de coopérer de manière indirecte avec l'Amérique latine.

Toutefois, dans un contexte général de baisse de moyens économiques et humains du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ces stratégies pourraient être un moyen de maintenir des liens à moindre coût.

3. *Un manque à gagner dans la coopération entre la France et l'Amérique latine ?*

Daniel Haize, ancien Conseiller culturel, aujourd'hui auteur de travaux sur l'action culturelle française à l'étranger déplore, dans un article intitulé « La diplomatie culturelle française : une puissance douce ? » et publié au *Ceriscope*, la baisse significative des ressources humaines du réseau français à l'étranger : « le réseau comprenait 3 070 agents (toutes catégories confondues) en 1976. En 2003, celui-ci n'était plus que de 1 931. En 2012, les effectifs étaient ramenés à 1695. »⁵⁰. Même si cette baisse concerne l'ensemble du budget du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères au cours des dernières décennies, l'auteur indique que dans la mission « Action extérieure de l'État », c'est bien le programme 185, « Diplomatie culturelle et d'influence », qui est le plus touché. En effet, quand les programmes « Action de la France en Europe et dans le monde » et « Français à l'étranger et affaires consulaires » perdent respectivement 1 et 0,8 % d'agent (hors ceux de droit local), le programme 185 en perd 12 %.

⁵⁰ Haize Daniel, *op. cit.*

L'Amérique latine est largement concernée par cette baisse d'effectif. A titre d'exemple, et comme le signale Georges Couffignal « « Dans les années 1980, il y a un Attaché culturel dans chacune des ambassades de l'isthme centre-américain, disposant de crédits de coopération. Il n'y en plus un seul aujourd'hui... »⁵¹. On peut également revenir sur la remarque de Magali Guerrero concernant la suppression du poste d'Attaché pour le livre au Mexique ; un poste selon elle charnière dans un domaine où la coopération France-Espagne-Amérique latine serait un enjeu tout à fait considérable.

Il semble donc y avoir un relâchement de la politique culturelle extérieure de la France vers l'Amérique latine dans les années 1990. Parallèlement, l'Union européenne se construit et la politique communautaire prend de plus en plus de place dans les questions de coopération interrégionale, et l'Espagne intègre l'Union européenne en 1986, avec des conséquences non-négligeables sur les politiques européennes vers l'Amérique latine. Les éléments que sont l'Union européenne, l'action espagnole en son sein et le recul de la diplomatie française sont donc à prendre en compte dans l'imagination du système de coopération euro-américain identifié précédemment.

Ainsi, le complexe « Euro-Américain » incluant la France, l'Espagne et l'Amérique latine a été identifié et l'Institut français occupe une position de choix, témoin et potentiel protagoniste de circulations intenses au sein de cet espace. Si dans ses activités, il tend à créer lui-même des liens avec l'Amérique latine grâce à sa position privilégiée à Madrid, il est tout de même un protagoniste passif de ces circulations. Pourtant, les professionnels répondent de manière unanime à la question relative aux possibles stratégies. Plus que possibles, elles semblent nécessaires dans un contexte de réforme et de recul de la diplomatie culturelle française. Mais, avant d'envisager l'Institut français d'Espagne comme un outil de cette coopération, il convient d'étudier le rôle de l'Union européenne derrière laquelle se rangent des pans entiers des prérogatives anciennement régaliennes des États qui la composent, dont celui de la coopération.

⁵¹ Georges Couffignal, *La Politique...*, *op. cit.*, p.10.

II. L'absence de régularité dans les relations bilatérales de la France et de l'Espagne avec l'Amérique latine comme témoin du besoin d'imaginer un système plus complexe de coopération ; l'Union européenne, une solution ?

A. La diplomatie culturelle française en Amérique latine ; entre irrégularités et contradictions

1. Les volontés françaises de renouer avec l'Amérique latine à l'aube du Second conflit mondial

S'il a été démontré précédemment que la diplomatie culturelle française s'est très vite intéressée au continent latino-américain, il semble cependant important de préciser que cet intérêt a été fluctuant au cours du XXe siècle ainsi que dans la courte période déjà écoulée du XXIe. En effet, les deux guerres mondiales ont très fortement affaibli le pays qui a souvent dû reculer dans ses prétentions internationales, et se recentrer sur son empire colonial, qui se démantèlera progressivement dans la deuxième moitié du XXe siècle.

Malgré le recul qui s'impose à la France, son ambition de rayonnement culturel reste bien présente, et le Gouvernement provisoire de la République française crée une direction des Relations culturelles au sein du Ministère des Affaires étrangères, qui cohabite avec deux autres directions (Affaires économiques et Affaires politiques). Cette tradition de diplomatie culturelle est donc si forte que rien ne semble pouvoir empêcher le ministère d'en faire une de ses trois missions principales, pas même un conflit mondial aux conséquences plus que chaotiques.

Ainsi, même si l'hexagone, au cours du XXe, a été obligé de délaisser l'Amérique latine, un regain d'amitié semble renaître dans la deuxième moitié du siècle, qui se traduit par un développement intense d'institutions. Ce renouveau d'attention ne peut être envisagé sans citer Paul Rivet, résistant, médecin, ethnologue, citoyen engagé, qui voue un réel attachement à l'Amérique latine. Ce-dernier conseille en effet au Général de Gaulle la création de l'Institut Français d'Amérique latine (IFAL) à Mexico et de la Maison de l'Amérique latine (MAL) à Paris, qui ouvrent leurs portes en 1946. Des Instituts français sont également créés à Port-au-Prince en 1945, à Santiago du Chili en 1947. Le Centre français des études andines de Lima est créé en 1948. En 1954, Édouard Bonnefous et Pierre Gerbet rédigent l'*Encyclopédie de l'Amérique latine*⁵².

L'hispaniste Jean Sarrailh, alors qu'il préside le Conseil de l'Université de Paris, crée, avec Paul Rivet, en 1954, l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL), reconnaissant alors le continent comme un objet de recherche et d'études universitaires *per se*. Jacques

⁵² Mona Huerta, *op. cit.*, p.55.

Chonchol et Guy Martinière écrivent que le « mouvement latino-américaniste [est] né de l’hispanisme »⁵³, et que les deux sont intimement liés. Cette assertion nous rappelle que la période postcoloniale de l’une ne peut être étudiée sans prendre l’autre en compte.

A partir de 1945, une réelle institutionnalisation à caractères culturel et scientifique est donc mise en place par l’État français, à la fois sur son territoire, mais également outre-Atlantique. Selon Mona Huerta, l’Amérique latine devient, à cette époque, le « fer de lance de la politique étrangère française⁵⁴ ». En effet, en 1954, le Général de Gaulle crée le Ministère des affaires culturelles, avec à sa tête André Malraux, qui, la même année, est envoyé en Amérique latine. En 1964, c’est le Général de Gaulle en personne qui traverse l’Atlantique jusqu’au Mexique, puis entreprend une tournée d’un mois dans dix pays du sous-continent. A ce sujet, Georges Couffignal interroge « Quel meilleur terrain [...] que l’Amérique latine, traditionnelle « arrière-cour » des États-Unis, pour manifester l’indépendance de la France vis-à-vis de Washington, pour extraire la France de l’enfermement bipolaire Est-Ouest ?⁵⁵ ». Le Général, n’ayant jamais voulu s’aligner aux États-Unis dans un contexte de Guerre froide qui divise le monde en deux blocs, revendique, tout au long de ce « tour », cette « latinité » qui rassemble les français et les latino-américains. Ainsi, sur un territoire « chasse-gardée » des États-Unis dont il est officiellement l’allié, de Gaulle fait donc valoir un élément culturel et unificateur que la puissance nord-américaine ne partage pas ; une histoire, un langage et une culture aux racines communes.

Le « latino-américanisme en France⁵⁶ », ou l’appréhension de plus en plus prégnante de ce continent par le monde universitaire et politique, continue donc son développement à l’aube du second conflit mondial. Mais, cet appétence, impulsée par De Gaulle et Rivet ne semble pas reconduite de manière régulière de cette période à nos jours.

2. *Un besoin de redéfinir des zones d’influence face à de nouveaux enjeux*

Alors que les prémices de la seconde moitié du XXe siècle semblent être en faveur d’une étroite collaboration franco-latino-américaine, le changement de contexte international décourage les ambitions hexagonales. La création d’organismes comme l’Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées (dont l’UNESCO), ou de commissions régionales

⁵³ Jacques Chonchol, Guy Martinière, *L’Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, Éditions de l’IHEAL, 1985, p.132.

⁵⁴ Mona Huerta, *op. cit.*, p.55.

⁵⁵ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.5.

⁵⁶ Chonchol Jacques *et al.*, *op. cit.*, p.1.

telles que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ou encore la construction européenne et la signature du Traité de Maastricht en 1992, ne sont pas en faveur du bilatéralisme qu'implique la diplomatie culturelle française. En effet, l'après Seconde Guerre mondiale se veut, et ce malgré la bipolarité ambiante, un moment de réorganisation des relations internationales afin d'en promouvoir les ambitions multilatérales et interrégionales. Georges Couffignal affirme que « C'est en fait sur le terrain de la coopération que l'Europe va monter en puissance, permettant à la France d'initier un retrait progressif »⁵⁷.

A cela s'ajoute « le réveil des anciens colonisés »⁵⁸, qu'Odette Guitard utilisera comme titre d'un ouvrage sur la Conférence de Bandung de 1955, durant laquelle des dirigeants de pays « tiers-mondistes » se réunissent et s'affirment sur la scène internationale. En 1979, le mouvement des non-alignés dénonce l'impérialisme et promeut la solidarité entre pays du tiers-monde. En Amérique latine naissent les théories décoloniales et de la Libération, et la littérature caribéenne, sous les plumes d'Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor ou plus tard Édouard Glissant et Franz Fanon (et bien d'autres) remet en question le colonialisme français. Ils créent, entre autres, les concepts de « négritude » ou « d'antillanité » pour revendiquer leurs cultures propres, mais également pour dénoncer les inégalités de traitement et de considération à l'égard des anciennes colonies.

Pour Georges Couffignal, l'absence de politique vers l'Amérique latine se ressent dès les présidences de Pompidou et de Valérie Giscard d'Estaing. Et, même si Mitterrand voit en l'Amérique latine une zone de lutte contre la bipolarité, ses successeurs coopéreront, finalement, de manière ponctuelle avec le sous-continent. Selon l'auteur, ces changements d'orientation et de considération risquent d'être à l'origine de profonds regrets, en vue de l'évolution économique et la recomposition de l'ordre mondial. Le réseau diplomatique français dans la région est assez restreint ; il ne dispose que de deux ambassades à « missions élargies⁵⁹ », le reste relevant de « missions prioritaires⁶⁰ » ou de « coopération ponctuelle », voire même de seule « présence diplomatique⁶¹ ». L'arsenal diplomatique déployé, puis ployé, est particulièrement révélateur de l'approche évolutive de l'hexagone vers l'Amérique latine.

Or, face à ces changements, l'auteur affirme que :

On est bien là devant un double constat. D'une part, l'État français n'a plus les moyens d'entretenir un dispositif diplomatique et des politiques culturelles au niveau mondial. Il doit donc réduire la voilure de son

⁵⁷ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, op. cit., p.12.

⁵⁸ Guitard Odette, *Bandoung et le réveil des peuples colonisés*, Presses universitaires de France, Paris, 1965.

⁵⁹ Ambassades qui assurent l'intégralité des missions de l'État à l'étranger ; politique, économique et culturelle (source : senat.fr)

⁶⁰ Action restreinte et centrée sur des sujets prédéfinis (source : senat.fr)

⁶¹ Simple présence diplomatique, veille et représentation auprès des autorités locales (source : senat.fr)

réseau diplomatique, ce qui l'oblige à définir des priorités. Le second constat est que l'Amérique latine ne fait pas partie des zones prioritaires. La France ne cherche donc plus à y entretenir son capital de sympathie en maintenant une politique de coopération culturelle active sur l'ensemble de la région.⁶²

Dans ce contexte de redéfinition des influences, mais également de remise en question de l'action des pays du « Nord » vers les pays du « Sud », de baisse des moyens, la France a effectivement redéfini des zones prioritaires, mais « Il n'est pas certain, compte tenu des atouts sérieux de cette région dans la recomposition actuelle de l'ordre économique mondial, que la France n'ait pas un jour à regretter ses choix actuels⁶³ ». George Couffignal estime donc que la France risque de regretter ce retrait diplomatique sur un continent dont les futurs économique et politique sont prometteurs. Peut-être a-t-il été entendu ? En tout cas, un léger et récent regain d'intérêt semble avoir été enclenché ces dernières années.

3. *Un regain d'intérêt récent de l'hexagone vers l'outre-Atlantique*

Si l'Amérique latine a été en partie oubliée des programmes de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, il semble que François Hollande ait montré un renouveau dans l'intérêt porté par la France vers le sous-continent. Bien que le changement ne soit pas radical, François Hollande a une approche discursive très amicale envers le sous-continent, sans pour autant opter pour une intensification des relations avec ce-dernier. Son mandat est également entaché d'erreurs diplomatiques ayant heurté les pays latino-américains, notamment ceux d'orientation socialiste : le refus de laisser l'avion du président bolivien Evo Morales emprunter l'espace aérien français en 2013 ou encore l'absence de représentation significative du gouvernement français aux obsèques d'Hugo Chavez, ont eu des conséquences sur les relations entre la France et l'Amérique latine.

Toutefois, malgré ces maladresses politiques, François Hollande a démontré, lors de son quinquennat, un certain attachement envers le sous-continent ; il se rend au Mexique pour célébrer le cinquantième anniversaire de la fameuse visite du Général de Gaulle. Aussi, il porte un discours élogieux et très amical à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Maison de l'Amérique latine et des Caraïbes, lors duquel il retrace l'historique des relations intenses entretenues entre la France et l'Amérique latine et rappelle que l'hexagone est fortement lié au sous-continent. Il définit la France comme « un pays d'Amérique latine⁶⁴ », rappelle le rôle qu'a joué la Maison de l'Amérique latine dans l'histoire socialiste : accueil des exilés latino-

⁶² Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.19.

⁶³ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.20.

⁶⁴ Discours de François Hollande, *op. cit.*, §12.

américains lors des dictatures militaires, lieu choisi par François Hollande pour célébrer sa victoire à la primaire socialiste de 2012. Il finit son discours par une phrase incitant à l'émotion : « si vous n'étiez pas là la France n'aurait pas rempli son devoir à l'égard de l'Amérique latine mais surtout l'Amérique latine n'aurait pas cette seconde patrie ici en France.⁶⁵ ». Il conclut avec une référence à la célèbre citation de Carlos Fuentes précédemment évoquée.

Si ce discours témoigne d'une volonté de la part de l'ancien président de vouloir se démarquer de ses prédécesseurs en redonnant à l'Amérique latine une place importante dans la politique étrangère française, d'autres initiatives de sa part confirment cette détermination ; la première édition de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes est organisée en 2013 sous le quinquennat de François Hollande, et aurait fêté sa 7^e édition en 2020⁶⁶. Cette semaine met à l'honneur l'Amérique latine et les Caraïbes à travers l'organisation d'événements culturels (concerts, projections, dégustations, expositions...), mais elle est également le lieu de rencontres professionnelles et politiques. Il s'agit donc d'un événement visant à renforcer la coopération entre les deux régions. Le quinquennat de François Hollande est également marqué par l'année croisée France-Colombie qui consiste en une année de la France en Colombie et une année de la Colombie en France à travers l'organisation d'événements dans les domaines culturel, universitaire, scientifique et économique.

Ainsi, des initiatives pour renouer avec le continent latino-américain ont été entreprises. Malgré cela, le dispositif diplomatique français outre-Atlantique ne semble pas s'inscrire dans cette démarche de regain d'intérêt, ce qui n'aide pas réellement à la concrétisation de ces éloges sans réalisation concrète.

B. Des relations euro-américaines chancelantes face à un arsenal diplomatique français extrêmement développé en Espagne

1. Les relations ibéro-américaines, "l'érosion d'une influence"⁶⁷

Afin d'analyser la pertinence d'une stratégie de l'Institut français d'Espagne vers l'Amérique latine, il est intéressant d'envisager les relations qu'entretient l'Espagne elle-même avec le continent. Antonio Niño affirme que l'Espagne et la France sont deux pays pionniers dans le développement d'organismes dédiés à la politique culturelle extérieure, faisant preuve

⁶⁵ *Ibid.*, §18.

⁶⁶ La septième semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes a été annulée en raison de la situation sanitaire. (Source : semaineameriquelatinecaraibes.fr).

⁶⁷ Jean-Jacques Kourliandsky, « L'érosion d'une influence : le cas des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine », *Revue internationale et stratégique*, n° 98, 2005.

pour le premier de *regeneracionismo*⁶⁸, et de *messianismo*⁶⁹ pour le second⁷⁰. En effet, l'hexagone considérait sa civilisation comme un modèle universel et l'Espagne baignait dans la nostalgie de son empire colonial et dans l'espoir de puissance que le partage d'un idiome avec tout un sous-continent alimentait. Madrid, tout comme Paris, ont influencé de manières successive et considérables l'Amérique latine tout au long de son histoire postcoloniale.

Si la France semble avoir détourné son attention de l'Amérique latine, qu'en est-il de l'Espagne ? Jean-Jacques Kourliandsky, spécialiste de l'Amérique latine et de l'Espagne, titre un article : « L'érosion d'une influence : le cas des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine ». L'auteur explique que, malgré une rupture des relations avec la « mère-patrie » entre les indépendances et jusqu'en 1976 (date à laquelle le roi d'Espagne se rend pour la première fois sur le sous-continent), les deux régions restent liées par une histoire commune très forte, une proximité culturelle toujours présente et une langue partagée. S'il y a un pays européen que l'inconscient collectif attribuerait à l'Amérique latine, c'est bien l'Espagne, et pour des raisons en partie expliquée par le passé colonial.

Toutefois, si Jean-Jacques Kourliandsky emploie l'expression « l'érosion d'une influence », c'est qu'il y a effectivement eu des mutations dans les relations ibéro-américaines qui ne sont pas nécessairement intrinsèques aux pays en question. Un des éléments responsables de la dégradation de ces influences est le développement du régionalisme. Celui d'Amérique latine ; l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), la Communauté andine des nations (CAN), la Communauté des États latino-américains (Celac), le Marché commun du Sud (Mercosur), L'Union des nations sud-américaines (Unasur) et bien d'autres. L'Espagne a, quant à elle, intégré ; Union européenne (UE), l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sont des organisations auxquelles tous les pays, latino-américains autant qu'européens, prennent part, et de nombreuses coopérations naissent à travers elles, au grand dam des relations bilatérales. L'érosion de ces relations proviendrait donc, en partie, « des allégeances régionales de moins en moins compatibles entre l'Espagne et les pays d'Amérique latine⁷¹ ».

Après la mort de Franco, le nombre d'investissements espagnols en Amérique latine augmente considérablement, et le pays devient le deuxième plus gros investisseur sur le

⁶⁸ Traduction : régénérationnisme

⁶⁹ Traduction : messianisme

⁷⁰ Niño Antonio, *op. cit.*, pp23-159.

⁷¹ Jean-Jacques Kourliandsky, *op. cit.*, p.28.

continent. De grosses entreprises espagnoles s'y installent comme Banco Bilbao Viscaya Argentaria (BBVA), Santander, Endesa, Gas natural, Iberdrola... Par ailleurs, l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne sera significative dans les relations qu'entretient l'organisation avec le sous-continent et de nombreux espagnols seront mis à la tête des services responsables des relations extérieures. Aussi, en 1991, le premier Sommet ibéro-américain est organisé à Guadalajara. Destiné à devenir un rendez-vous annuel visant à renforcer les coopérations entre pays partageant un héritage culturel commun, ce rendez-vous sera en réalité le témoin de l'érosion de l'influence espagnole. Pour cause, les absences répétées de nombreux chefs d'États latino-américains, les prises de positions de plus en plus affirmées et divergentes, des erreurs diplomatiques telles que le légendaire « ¿Por qué no te callas? » de Juan Carlos Ier à Hugo Chavez lors du Sommet de 2007...

A cette érosion d'influence, s'ajoute la situation espagnole suite à la crise économique de 2008. A ce sujet, Jean-Jacques Kourliandsky évoque un « outil d'influence grippé par la conjoncture économique espagnole⁷² » ; chômage, baisse des protections sociales et du niveau de vie, l'Espagne connaît alors une période de récession qui ne lui permet plus d'entretenir cette position privilégiée dont elle bénéficiait jusqu'alors envers le sous-continent. Au contraire, l'Amérique latine se trouve à cette période dans une conjoncture économique plus favorable, lui permettant de s'imposer diplomatiquement face à l'Espagne, et se tourner vers d'autres partenaires, notamment vers l'Asie.

Or, à ce recul espagnol s'ajoute le recul de la diplomatie française en Amérique latine, jusqu'alors particulièrement choyée et développée.

2. *Le recul du dispositif français en Amérique latine*

Si la France a longtemps considéré l'Amérique latine comme une région d'intérêt pour l'expansion de sa diplomatie culturelle, c'est, entre autres, parce qu'elle y disposait, selon les termes d'Antonio Niño, d'un « capital moral »⁷³. Toutefois, s'il est indéniable que les relations entre la France et l'Amérique latine ont été privilégiées et ont bénéficié d'une opinion publique très favorable, l'érosion constatée de l'influence espagnole outre-Atlantique peut être transposée chez son voisin européen. En 2012, Olivier Dabène et Gaspard Estrada, respectivement président et chercheur à l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) à cette date, écrivent une tribune pour *Libération*, titrée « L'Amérique

⁷² *Ibid.*, p.31.

⁷³ Antonio Niño, *op. cit.*, p.47.

latine, oubliée de la France »⁷⁴. Ils y déplorent l'absence de stratégie diplomatique française malgré une proximité politique (la France est alors dirigée par le gouvernement socialiste de François Hollande et l'Amérique latine est majoritairement dirigée par des gouvernements de gauche), une présence économique forte, et une sympathie mutuelle historique. Ils estiment que la conjoncture, à cette période, aurait pu être propice à l'élaboration d'une stratégie diplomatique française sur le sous-continent, mais le gouvernement n'a pas saisi cette opportunité.

En 2011, Georges Couffignal déplore la suppression des postes d'Attachés culturels dans la plupart des ambassades centre-américaine⁷⁵. C'est un poste central de la diplomatie culturelle qui se voit donc largement remis en question en Amérique latine, et notamment en Amérique centrale. L'auteur rappelle également l'une des causes de ce recul diplomatique : la Révision générale des politiques publiques (RGPP) de 2007, qui vise en partie à baisser les dépenses publiques tout en améliorant la qualité des politiques publiques. Cette réforme donne lieu, en 2008, à l'introduction du principe de « modularité » au sein des ambassades qui consiste à « Différencier le dispositif en fonction des missions confiées à chaque poste et mettre en place des formules de représentation plus légères⁷⁶ ». Pour répondre à ce principe, les ambassades sont réformées comme telles ; les postes à mission élargie, les postes à mission prioritaire, et les postes de présence diplomatique. Les premiers assurent l'ensemble des missions de l'État, les seconds ont une action plus restreinte et définie en fonction des enjeux de coopération, et les troisièmes sont principalement destinés à la veille, l'analyse politique et à la représentation diplomatique. Au sein des postes à mission élargie (qui sont au nombre de trente-sept), il en existe huit à « missions élargies et format d'exception », dont l'Allemagne, l'Espagne, les États-Unis, l'Italie, Madagascar, le Maroc, le Royaume-Uni et le Sénégal. Concernant les postes en Amérique latine, ils sont répartis entre « mission prioritaire » et « présence diplomatique », à l'exception du Brésil, du Mexique et de l'Argentine qui sont des postes à mission élargie. Sur l'ensemble des pays latino-américains, La France exerce une action diplomatique « complète » sur seulement trois d'entre eux⁷⁷. La tendance semble donc être à la réorganisation du réseau diplomatique et à la redéfinition de priorités géographiques, notamment vers les pays dont l'émergence économique est certaine.

⁷⁴ Olivier Dabène, Gaspard Estrada, « L'Amérique latine, oubliée de la France », *Libération*, 17 septembre 2012.

⁷⁵ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.10.

⁷⁶ Bulletin officiel du ministère des affaires étrangères, *Journal Officiel*, n°104, juillet-septembre 2008, p.21.

⁷⁷ Selon un rapport de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de la loi de finances pour 2020 à l'Assemblée nationale, «Entre 2014 et 2017, 25 ambassades ont été réduites au format de "postes de présence diplomatique" (PPD)».

Par ailleurs, le programme 185 de la loi de finances, « diplomatie culturelle et d'influence », connaît une baisse progressive de ses autorisations d'engagements et ses crédits de paiement (voir annexes 2, 3, 4, 5 et 6). En effet, alors que le programme 185 de la loi de finances de 2011 dispose de 758 556 019 crédits, il en dispose de 747 919 324 en 2015, et diminue encore en 2018 avec 718 461 094, pour finalement atteindre 699 571 121 en 2019. Si les crédits ont légèrement augmenté en 2020 (716 943 811) en 2020, ils restent inférieurs à ceux attribués en 2018 et les années précédentes. Une tendance à la baisse semble donc se confirmer.

De même, la présence des Instituts français (établissements voués à fusionner avec les services de coopération et d'action culturelle des ambassades) sur le territoire latino-américain correspond à cette tendance : le réseau se limite à trois instituts en Amérique du Sud (Brésil, Chili et Argentine), un institut pour l'Amérique centrale au Costa Rica, un institut en Haïti, et l'Institut français d'Amérique latine au Mexique. Six instituts sont donc actuellement installés outre-Atlantique, lorsque le continent africain en compte soixante-six, dont onze sur le seul territoire marocain. De même pour les SCAC ; il en existe dix-sept en Amérique latine contre trente-sept en Afrique et trente-neuf en Asie⁷⁸.

Les services ou institutions en charge de la diplomatie culturelle française en Amérique latine ne semblent donc plus être prioritaires et souffrent de coupes budgétaires dans une région où les relations étaient jusqu'alors cimentées par la culture. Concluait ainsi Georges Couffignal : « Nous sommes en effet en présence, sous couvert de nécessaire rationalisation de l'action publique, d'une remise en cause profonde d'un type de relation qui a une longue histoire, voire d'un véritable tournant historique »⁷⁹.

3. *Un dispositif diplomatique français particulièrement développé en Espagne*

Face au constat de l'érosion des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine ou encore celui du recul de la diplomatie française dans cette même région, il semble pertinent d'étudier les relations diplomatiques entre la France et l'Espagne, et notamment l'étendue du dispositif français déployé chez son voisin européen. Comme il a été évoqué précédemment, les ambassades ont connu une forme de rationalisation suite à la RGPP de 2007. Les postes connaissent donc depuis lors un « calibrage » afin de répondre à de nouvelles exigences budgétaires plus restrictives, conduisant à limiter les missions de certains en fonction des enjeux de la politique extérieure française et leur évolution.

⁷⁸ Chiffres tirés du site officiel de l'Institut français : www.institutfrancais.com

⁷⁹ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.2.

Dans la répartition actuelle des postes diplomatiques, l'Espagne fait partie des huit postes à « mission élargie et format d'exception » susmentionnés. L'action diplomatique française dans le pays est donc complète, voire « exceptionnelle ». Cela se confirme particulièrement dans la diplomatie culturelle avec un réseau dense composé d'un Institut français et ces six antennes (Madrid, Barcelone, Bilbao, Valence, Saragosse, Séville), vingt-deux lycées français et vingt-et-une alliances françaises. On décompte donc le même nombre d'Instituts français sur le territoire espagnol que sur l'ensemble du sous-continent latino-américain. Le SCAC de l'Ambassade est lui composé d'une Conseillère de coopération et d'Action culturelle, un Attaché culturel et audiovisuel, une Attachée pour le livre et le débat d'idées, une Conseillère en charge de la coopération scientifique et universitaire, une Attachée de coopération linguistique et éducative. Le corps diplomatique y est beaucoup plus dense ; au sein du même SCAC sont postés un Attaché culturel et audiovisuel et une Attachée pour le livre et le débat d'idée, lorsque ce-dernier poste n'existe plus outre-Atlantique.

Dans un entretien accordé par Madame Louyot au magazine culturel *Profession spectacle* en 2019 à l'occasion du festival OUI ! à Barcelone, cette-dernière affirme que :

Effectivement, c'est beaucoup de travail... et c'est passionnant. L'enjeu de la relation entre la France et l'Espagne est énorme. On pourrait croire qu'il n'y a pas besoin d'Instituts français ou d'ambassade pour porter la relation entre ces deux pays. Or je le dis avec humilité : nous sommes utiles ! On me disait récemment que les diplomates étaient un peu comme les électriciens : il faut mettre le courant, créer des connexions, une petite décharge. On est là pour créer des déflagrations positives, mettre en place des mécanismes pour que des choses arrivent. Il ne s'agit pas de prendre la place de la société civile, mais d'aider, de créer les conditions pour que cela advienne⁸⁰.

La Conseillère effectue ici une comparaison entre sa fonction de diplomate et celle d'électricien afin de démontrer la fonction d'instigateur des deux métiers : le premier se veut le créateur de connexions interprétées ici comme des relations culturelles et le deuxième celui de connexions électriques. Ainsi, selon la CoCAC, l'enjeu des relations franco-espagnoles est « énorme », et l'Institut français détient cette fonction « d'électricien ». Si les enjeux pour lesquels ces relations sont si importantes ne sont pas spécifiquement précisés, tous ces éléments amènent à penser l'Espagne comme une zone prioritaire de la diplomatie française. Selon le site officiel de France Diplomatie, ces relations d'une densité exceptionnelle découlent notamment d'une coopération policière intense pour affaiblir l'Euskadi ta Askatasuna (ETA), d'interconnexions liées au partage de frontière (transports, énergie...) ou encore l'appartenance à l'Union européenne⁸¹ et leur vision commune sur son avenir.

⁸⁰ Pierre Monastier, « L'énorme enjeu de la diplomatie culturelle française en Espagne : l'Institut français en première ligne », *Profession spectacle*, 6 mars 2019.

⁸¹ Selon le site officiel du gouvernement : www.diplomatie.gouv.fr

En revanche, n'est jamais abordée une forme de coopération couplée, un duo franco-espagnol de politique étrangère menée vers l'Amérique latine. Et pourtant, les propos d'Anne Louyot confortent le postulat d'un Institut français initiateur d'une stratégie française ou franco-espagnole vers l'Amérique latine ; il en aurait les moyens institutionnels de par son appartenance à un poste à « missions élargies et format d'exception », et moraux pour son rôle de créateur de connexions. Par ailleurs, il a été démontré auparavant que les événements organisés par ou avec l'Institut français ont des liens directs ou indirects avec le continent latino-américain et que les deux pays européens connaissent une érosion de leurs relations outre-Atlantique. Tous ces éléments tendent donc à affirmer que l'Institut pourrait, en l'état actuel de choses, adopter une stratégie commune vers l'Amérique latine.

Toutefois, la France comme l'Espagne sont membres de l'Union européenne, institution supra-étatique à laquelle les pays laissent une part de leur souveraineté et de leurs prérogatives régaliennes dont celles liées à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) qui constitue le deuxième pilier du Traité de Maastricht. Étant donné qu'il existe une politique extérieure commune entre les deux pays via les institutions européennes, avant d'envisager des formes de relations trilatérales, pourrait-on envisager une coopération culturelle interrégionale ?

C. Utiliser les institutions européennes afin envisager de nouvelles perspectives de diplomatie vers l'Amérique latine ?

1. L'intégration de l'Espagne au sein de l'Union européenne et l'institutionnalisation des relations interrégionales

« Il est indéniable que, cinq cents ans après la « Conquista », l'Espagne continue à occuper une place particulière en Amérique latine. Contrairement aux autres pays européens, elle n'a besoin de faire aucun effort pour exercer une influence dans le sous-continent »⁸² écrit Stéphane Sberro dans son article « L'Espagne, atout de l'Amérique latine dans l'Union européenne ». Quand Jean-Jacques Kourliandsky évoque une érosion de l'influence de l'Espagne sur le sous-continent, Stéphane Sberro affirme que l'Espagne dispose d'un capital historique et linguistique lui permettant, parfois malgré elle, d'y exercer une réelle influence sans redoubler d'efforts comme l'établissement de relations internationales implique parfois.

⁸² Stephan Sberro, « L'Espagne, atout de l'Amérique latine dans l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 49, 2003/1, p.98.

Toutefois, l'auteur est conscient que cette influence fluctue, et oscille notamment entre le bilatéral et l'interrégional en fonction des priorités européennes.

Les formes contemporaines des relations entre l'Europe et l'Amérique latine naissent dans les années 1980 avec les Accords de San José qui octroient des préférences commerciales aux pays d'Amérique centrale, puis avec l'appui apporté par la CEE au groupe Groupe de Contadora⁸³ ou encore au Groupe de Rio qui dispose d'une représentation permanente à Bruxelles⁸⁴. Les relations entre les deux régions ont augmenté de manière exponentielle à cette période ; l'UE négocie dans les années 1990 avec le Mercosur, le Chili ou encore le Mexique.

Mais, l'un des grands tournants de la politique européenne vers l'Amérique latine est, sans aucun doute, l'intégration de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne (CEE) en 1986. L'Espagne devient alors le « promoteur de la relation UE-Amérique latine⁸⁵ » qui prend de plus en plus de place dans la politique extérieure commune, aidée par la libéralisation économique que connaît la région latino-américaine à cette période. L'Amérique latine fait désormais partie de l'ordre du jour européen et une stratégie s'y développe grâce à « l'activisme espagnol⁸⁶ ». L'Espagne devient un « catalyseur décisif⁸⁷ » dans les relations UE-Amérique latine, grâce, notamment, au dévouement de Manuel Marín, vice-président de la Commission européenne de 1986 à 1999, puis président par intérim cette même année. Selon Stephan Sberro, l'espagnol a « clairement mis tout son poids dans la balance afin de relancer une relation languissante.⁸⁸ » pour négocier des accords avec le sous-continent et dans l'organisation du Sommet de Rio en 1999, premier sommet officiel entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes. En 2018 est organisée une réunion ministérielle UE-CELAC (Communautés des États latino-américains et caribéens), mais le dernier sommet date de 2015 et a eu lieu à Bruxelles. Ces sommets marquent l'institutionnalisation des relations entre les deux régions et serviront de cadre dans les coopérations et accords jusqu'alors plutôt éparés. Lors de la présidence espagnole de 2002, deux sommets destinés à aborder la politique extérieure commune sont organisés dont un, à Madrid,

⁸³ Groupe composé du Mexique, Venezuela, Colombie et Panama créé en 1983 pour endiguer les conflits centraméricains

⁸⁴ Couffignal Georges, « Les relations Union européenne - Amérique latine: simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne? », *La documentation française*, 2010, p.3.

⁸⁵ Stephan Sberro, *op. cit.*, p.91.

⁸⁶ *Ibid.*, p.94.

⁸⁷ *Ibid.*, p.95.

⁸⁸ Stephan Sberro, *op. cit.*, p.95.

qui porte intégralement sur les relations avec l'Amérique latine, en écho au Sommet de Rio organisé trois ans plus tôt.

Malgré les efforts menés par l'Espagne pour faire vivre et institutionnaliser les relations entre les deux régions, différents éléments ont porté un coup d'arrêt à ces coopérations florissantes ; les attentats du 11 septembre 2011 détournent l'attention européenne et redessinent les priorités de sa politique extérieure, la crise économique argentine affaiblit fortement un acteur important de ces relations alors que les pays andins et d'Amérique centrale sont plongés dans des crises économiques et/ou politiques qui les empêchent d'être des protagonistes influents dans cette nouvelle diplomatie. Plus tard, c'est la crise économique de 2008 qui affaiblira fortement l'Espagne et son rôle dans l'Union européenne, pourtant moteur de l'élaboration d'une coopération UE-Amérique latine.

L'Espagne, forte de ses liens historiques et linguistiques avec le sous-continent, a donc, dès son intégration à l'Union européenne, voulu occuper cette place de chef d'orchestre dans la construction d'une symphonie bi-régionale. Toutefois, le contexte international n'a pas joué en sa faveur et les relations UE-Amérique latine, bien qu'existantes, restent pour le moment insuffisantes « pour assurer la réalité d'une véritable relation stratégique bi-régionale⁸⁹» et éviter que l'Amérique latine ne se tourne complètement vers les États-Unis.

2. *L'Espagne et la France ; regardant ensemble dans la même direction*

Si l'Espagne a joué un rôle essentiel dans le rapprochement entre l'Union européenne et l'Amérique latine, la France a elle aussi eu une place de choix dans ces relations. Le Général de Gaulle prononçait le 21 février 1961 : " Pourquoi ne pas espérer qu'un jour doive s'établir de part et d'autre de l'Atlantique un monde latin uni et renouvelé ; et qui sait si ce n'est pas là en dernier ressort l'avenir de la raison, c'est-à-dire de la paix du monde ?⁹⁰ ". Le pays réalise, à cette période, que l'ordre mondial est désormais sous influence bipolaire et voit en l'Amérique latine un sous-continent où l'unité culturelle, la « latinité », pourrait contribuer à la création d'un nouveau pôle d'influence et permettre la transition à une organisation internationale multipolaire. Mais cette vision gaullienne renvoie davantage à une nostalgie du rayonnement français qu'à la réalité de sa puissance. En effet, la France n'est plus, matériellement, à la hauteur de ses ambitions et la construction d'une réelle politique de coopération se fera désormais à travers les institutions européennes. Georges Couffignal confirme ce phénomène ;

⁸⁹ *Ibid.*, p.99.

⁹⁰ Mona Huerta, *op. cit.*, p.55.

« La France se retranche désormais derrière l'Europe en ce qui concerne la politique globale vis-à-vis de l'Amérique latine⁹¹ ».

Toutefois, en 1982, se tient une réunion des ministres de la culture des pays latins à Venise lors duquel la France est représentée par Jack Lang qui propose la création d'un « conseil des peuples d'expression latine ». Bien que cela n'aboutisse pas concrètement, la présence des ministres de la culture français, espagnol, italien, portugais, brésilien et mexicain démontre une volonté de reconnaître cette fameuse « latinité » dans les relations culturelles entre les pays concernés. Mais, à cette époque, l'Espagne et le Portugal ne sont pas encore membres de la CEE qui viendra bientôt donner un cadre de coopération entre les deux régions, même si l'Espagne et le Portugal conserveront, via l'organisation des sommets ibéro-américains, un cadre de coopération bilatéral avec l'Amérique latine.

Il convient également de rappeler les rôles joués par le président français Jacques Chirac et le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, qui, selon Stephan Sberro, ont lancé l'idée « d'un sommet au plus haut niveau entre tous les présidents d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'UE [...] » à laquelle « Immédiatement, le Premier ministre espagnol José María Aznar fut associé⁹² ». De plus, Georges Couffignal estime que « Ces fonctionnaires bruxellois, au premier rang desquels le Commissaire espagnol Manuel Marin, appuyés de manière décisive par le président de la Commission, Jacques Delors, furent en grande partie les artisans de l'accroissement des échanges » entre les deux régions. Il est vrai qu'aujourd'hui les deux pays pilotent conjointement les programmes européens de coopération avec l'Amérique latine ; le programme EuroSocial⁹³, ou encore le programme Euroclima⁹⁴ pris en charge par l'Agence française de développement (AFD), Expertise France, l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP).

Les relations complexes et historiques que les deux voisins européens ont entretenues avec l'Amérique latine se transposent au niveau institutionnel ; les deux pays sont initiateurs et moteurs dans la coopération UE-Amérique latine, se faisant alors protagonistes de la construction de l'espace « euro-américain » abordé précédemment. Néanmoins, si l'Union européenne permet d'apporter un cadre de coopération idéale, les coopérations culturelles ne

⁹¹ Georges Couffignal, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.17.

⁹² Stephan Sberro, *op. cit.*, p.96.

⁹³ Programme de coopération entre l'UE et l'Amérique latine qui vise à renforcer la cohésion sociale en Amérique latine

⁹⁴ Programme européen de lutte contre le changement climatique en Amérique latine

semblent pas être une priorité de la politique extérieure européenne qui porte davantage son attention aux préoccupations économiques et d'aide au développement.

Il existe toutefois une Fondation EU-LAC (European Union-Latinoamerica and The Caribbean) créée en 2010 et dont le siège est situé à Hambourg. La culture fait partie de ses domaines d'action. Malheureusement, son action reste subsidiaire et la dernière initiative en date concernant la coopération culturelle entre l'Union européenne et l'Amérique latine est l'organisation d'un congrès à Lisbonne en mars 2019 pour formuler des recommandations et des propositions aux professionnels de la culture des deux régions.

3. *L'absence de diplomatie culturelle européenne, et une rupture de ses relations avec l'Amérique latine*

« Si c'était à refaire, je recommencerais par la culture », aurait pu dire Jean Monnet selon Maria Antonietta Macciocchi⁹⁵, scandant alors la nécessité de construire une identité culturelle européenne avant d'envisager une construction économique à travers la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA), puis la CEE. La construction européenne, initialement justifiée par un rapprochement économique d'après-guerre est aujourd'hui largement remise en question, et de nombreux experts estiment que s'il s'agit effectivement de divergences politiques et de renaissance des priorités nationales, il existe une problématique plus profonde ; l'absence d'identité européenne. Bien que les États-membre se soient efforcés de créer des symboles d'appartenance comme son hymne ou la journée de l'Union Européenne, ces initiatives ont été insuffisantes. En conséquence, l'UE n'est pas en mesure d'établir une politique culturelle commune. Selon les mots d'Odile Chenal ;

Les États-nations sont extrêmement sensibles à tout ce qui pourrait ouvrir la voie à des influences sur des politiques culturelles, qu'ils considèrent comme étant au cœur des identités nationales. Le cadre national demeure le cadre déterminant. Et, au niveau communautaire, les pays membres négocient des programmes de coopération.⁹⁶

La priorité de l'UE est donc d'instaurer une politique culturelle interne, sans heurter les politiques culturelles nationales, chères à chaque nation la constituant. L'élaboration d'une politique extérieure européenne n'est pas une priorité, et l'UE préfère agir dans les domaines de la coopération et du développement. Odile Chenal estime que l'enjeu d'élaborer une

⁹⁵ Maria Antonietta Macciocchi, « La culture européenne sur le chemin du XXI^e siècle », in, Bernhard Beutler (dir), *Réflexions sur l'Europe*, Paris, Éditions Complexe, 1993[1992], p.124.

⁹⁶ Odile Chenal, « L'Europe et la culture : combien de politiques ? », *La pensée de midi*, vol. 16, n°3, 2005, p.67.

politique culturelle européenne commune répond au besoin de création d'une citoyenneté européenne, qui permettrait à son tour d'aider au rayonnement européen :

En effet, les bénéfices d'une politique culturelle européenne ne doivent pas se limiter au processus d'intégration à l'intérieur de l'Union européenne elle-même, ni même à l'espace européen le plus large. Ils doivent permettre à l'Europe d'affronter la globalisation, avec des citoyens européens ayant acquis un sens et une pratique du dialogue et de l'échange avec les porteurs d'autres cultures, ayant acquis une vraie compétence interculturelle⁹⁷.

La mise en place d'une politique culturelle européenne impliquerait l'existence d'une culture européenne. Or, l'Europe est fondée sur le respect des particularismes culturels de ses vingt-sept États-membres et oscille donc entre les volontés de création d'une identité commune et de promotion des cultures locales. L'article 151 du Traité d'Amsterdam sur la Culture dispose que l'Union européenne agit dans ce domaine pour « l'épanouissement des cultures des États membres » et pour « encourager la coopération entre États membres », mais que la réalisation de ces objectifs se fait « à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres⁹⁸ ». Cet article témoigne de la réticence d'intervenir réellement et concrètement dans un domaine sensible qui relève de compétences étatiques.

Le contexte actuel de montée des nationalismes au sein de l'Union européenne fragilise le fonctionnement de ses institutions et n'est pas en faveur de la construction d'une politique culturelle commune. L'UE se contente donc de politiques complémentaires visant à encourager des coopérations entre États membres ; la Commission met en place l'Agenda européen de la culture en 2007 afin de proposer des défis culturels communs et pousser à la coopération. Malgré ces initiatives, la politique culturelle européenne reste superficielle et peu structurée. A ce titre, imaginer une politique culturelle extérieure de la part de l'Union relève d'un fantasme communautaire encore loin d'être réalisable.

A un moment où la France détourne progressivement son attention de l'Amérique latine et où les relations entre l'Espagne et ses anciennes colonies sont elles aussi de moins en moins denses, l'Union européenne semble être la nouvelle arène de ces relations bi-régionales. Toutefois, les institutions européennes ne sont pas appropriées à la mise en place de politique culturelle extérieure, et ne semblent pas apte à la promotion des échanges artistiques entre la France et l'Amérique latine. Si le cadre européen n'est donc pas l'allié privilégié de la diplomatie culturelle française en Amérique latine, l'Espagne, où le dispositif français y est particulièrement développé, semble donc être le lieu stratégique, via l'Institut français

⁹⁷ *Ibid.*, p.70.

⁹⁸ Article 151 du Traité d'Amsterdam.

d'Espagne, pour établir des échanges culturels et faire face aux nouveaux enjeux et moyens de la diplomatie culturelle française.

III. Vers une diplomatie plus stratégique et égalitaire pour faire face au ploiement de la diplomatie culturelle en Amérique latine

A. Des diplomaties culturelles héritières de pensées coloniales

1. Une diplomatie culturelle fondée sur l'idée de rayonnement

Le régénérationnisme espagnol et le messianisme français abordés par Antonio Niño ont été des idéologies motrices dans la naissance des diplomaties culturelles des deux pays et le développement d'institutions vouées à diffuser leur culture nationale pour renforcer leur rayonnement international. Rafael Altamira, en 1898, lors d'un discours à l'Université d'Oviedo justifie le régénérationnisme espagnol de la manière suivante :

Restaurer le crédit de notre histoire, afin de redonner au peuple espagnol la foi en ses qualités natives et en son aptitude à mener une vie civilisée, et de profiter de tous les éléments utiles qu'offrent notre science et notre conduite en d'autres temps⁹⁹.

Altamira fait ici preuve d'une nostalgie profonde à l'égard de la période coloniale de l'Espagne en employant les termes de « restaurer » et de « vie civilisée ». Il regrette d'une certaine manière un système de domination et d'exploitation qu'avait mis en place l'Espagne sur le sous-continent.

Du côté français, André Siegfried, historien, sociologue et géographe, justifie le messianisme en décrivant le pays comme :

Le champion de l'humain... il y a dans l'esprit français une force plus intellectuelle dont le monde à certains moments finit toujours par avoir besoin... Cette force est chez nous indéracinable, elle est également, j'en ai la conviction, irremplaçable, et c'est la vraie place que la France tient dans le monde¹⁰⁰.

On comprend alors, à travers les allégations de l'époque, que la diplomatie culturelle n'a pas été fondée dans un but de promouvoir une quelconque sorte de coopération ou de dialogue entre les cultures, mais répondait plutôt à des prétentions de domination, et c'est sur ce modèle que les institutions de diplomatie culturelle ont été créées. Prononcés dans une période contemporaine, ces propos seraient sans doute considérés comme ethno-centrés, voire

⁹⁹ «restaurar el crédito de nuestra historia, con el fin de devolver al pueblo español la fe en sus cualidades nativas y en su aptitud para la vida civilizada y de aprovechar todos los elementos útiles que ofrecen nuestra ciencia y nuestra conducta en otros tiempos», Propos rapportés par Antonio Niño, *op. cit.*, p.45.

¹⁰⁰ Propos rapportés par Antonio Niño, *op. cit.*, pp.35-36.

condescendants. En effet, l'idée même de « rayonner » par sa culture sous-entend l'établissement d'une hiérarchie.

Denis Rolland, dans un article intitulé « France-Amérique latine. La crise d'un universalisme, le modèle culturel et politique français au XXe siècle », explique très clairement que la fragilité des relations actuelles entre la France et l'Amérique latine résulte en partie d'un sentiment de supériorité de la part des français qui découle en réalité d'un imaginaire et d'une représentation que le pays a su entretenir et faire vivre. Effectivement, la France revendique sa culture classique et « a globalement des difficultés à s'ouvrir à une relation culturelle qui ne soit pas assise sur un axiome double d'antériorité et de supériorité, et sur l'idée connexe de filiation des autres cultures¹⁰¹. ». L'essentiel est dit ; les relations culturelles de la France s'appuient sur un paternalisme nostalgique d'une époque révolue.

La politique extérieure française vers l'Amérique latine semble avoir été l'instrument de ces aspirations implicites ; messianisme au début du XXe, propagande dans l'entre-deux guerres, récupération de son rayonnement international ou tentative de contrebalancer la puissance américaine en brandissant le concept de latinité¹⁰². On peut toutefois imaginer que les évolutions récentes et la remise en cause de la supériorité des cultures occidentales sur d'autres aient servi à atténuer ces relations inégalitaires. Pourtant, François Hollande, lors de son discours à la Maison de l'Amérique latine, avance que :

La Maison est jeune, 70 ans, et elle a une longue vie devant elle et je ne peux que souhaiter que les Présidents de la République successifs viennent régulièrement devant les instances de la Maison de l'Amérique latine pour dire que si vous n'étiez pas là la France n'aurait pas rempli son devoir à l'égard de l'Amérique latine mais surtout l'Amérique latine n'aurait pas cette seconde patrie ici en France¹⁰³.

L'utilisation de l'expression « son devoir à l'égard de » renvoie inévitablement à une forme de paternalisme qu'exercerait la France sur le sous-continent. De même, lorsqu'il fait une référence à Carlos Fuentes (« l'Amérique latine n'aurait pas cette seconde patrie qu'est la France »), l'ancien président français se réfère à une phrase prononcée à une période durant laquelle la diplomatie avait effectivement cette vocation de rayonnement et de domination et où l'Amérique latine avait choisi la France comme modèle de substitution à l'Espagne.

Cette rhétorique n'est pas un cas isolé ; sur le site officiel du gouvernement français, la diplomatie culturelle française est clairement définie comme contribuant au « rayonnement de la culture française¹⁰⁴ ». L'idée de rayonnement renvoie à la propagation d'influence, et donc à

¹⁰¹ Denis Rolland, *France-Amérique latine...*, *op. cit.*, p.220.

¹⁰² Denis Rolland et al., *L'Espagne, la France et l'Amérique latine : politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 200.

¹⁰³ Discours de François Hollande, *op. cit.*

¹⁰⁴ Tiré du site officiel du gouvernement : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-culturelle/>

une conception de la diplomatie culturelle comme un moyen de domination. Cette perception de la diplomatie culturelle doit pourtant faire face à une remise en question de la culture occidentale comme culture universelle.

2. *Changement de conjoncture et inversion de la dichotomie Vieux monde, Nouveau monde*

Dès les années 1920, se développe la conscience du besoin d'instaurer une mutualité dans les échanges culturels entre la France et l'Amérique latine, ainsi, Ernest Martinenche, président du Groupement des universités et des grandes écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine déclare à cette période :

L'Amérique latine nous a fait l'honneur jusqu'ici de nous connaître infiniment mieux que nous ne la connaissons. Elle a lu nos livres, ceux où l'on travaille aussi bien que ceux où l'on se repose. Nous n'avons longtemps répondu à cette prédilection que par les maladroites d'une sympathie confuse et mal éclairée. L'organisation de l'enseignement de l'espagnol date d'hier chez nous, et c'est à peine si le portugais commence à se faire dans notre Université une place beaucoup trop petite. C'est donc au public de langue française qu'il convient de faire mieux comprendre l'Amérique latine dont l'expansion européenne demeure notre plus cher souci¹⁰⁵.

Martenenche reconnaît l'absence de réciprocité dans les échanges culturels ; l'Amérique latine admire la France, les élites parlent sa langue, se rendent à Paris, quand le pays européen commence à peine à mettre en place l'apprentissage de l'espagnol dans son système d'enseignement.

De plus, après la Première guerre mondiale, quelques voix se lèvent et remettent en question la civilisation européenne. En 1918, Oswald Spengler publiait déjà *Le Déclin de l'occident*¹⁰⁶. En 1934, Diego Rivera peignait *El hombre controlador del universo* également appelée *El hombre en el cruce del camino*¹⁰⁷ (voir annexe 8). La fresque a été réalisée sur un mur et s'inspire d'une œuvre commandée par John Davison Rockefeller pour un de ses bâtiments new-yorkais. Le tableau est divisé en plusieurs parties, avec, en son centre un homme aux commandes d'une machine qui semble être celle de l'humanité. En haut à gauche, une sculpture antique au regard extrêmement dur portant un chapelet est au premier plan d'une armée effrayante de soldats munis de masques à gaz. Cette partie du tableau pourrait être interprétée comme une représentation du Vieux Monde sur le chemin de l'autodestruction. Ces

¹⁰⁵ Mona Huerta, *op. cit.*, p.40, propos rapportés par Charles Lesca in *Histoire d'une revue. Hommage à Ernest Martinenche (Études hispaniques et américaines)*, Paris, Éd. d'Artrey, 1939, p. 437.

¹⁰⁶ Spengler Oswald, *Le Déclin de l'occident*, 1931.

¹⁰⁷ Traduction : *L'homme contrôleur de l'univers* ou *L'homme à la croisée des chemins*

exemples s'inscrivent dans un contexte de remise en question de la puissance européenne, qui ouvre la porte à la considération de régions jusqu'alors occultées.

Denis Rolland démontre que le modèle culturel français, comme tout modèle culturel est « périssable¹⁰⁸ », et que la tendance s'est inversée, à tel point que ce serait désormais l'Amérique latine la productrice de modèles exportés ensuite vers l'Europe. L'auteur prend pour exemple la littérature, la musique, le modèle révolutionnaire, Fidel Castro, Che Guevara, la théologie de la libération, les théories sur le développement, la théorie de la dépendance.

Naissent également des volontés d'émancipation des rapports entre ce qu'on nomme encore parfois comme le Nord et le Sud et la dichotomie entre le Vieux Monde et le Nouveau Monde est de plus en plus contestée. Les processus de décolonisation, le nouvel ordre mondial et la création d'un droit international nouveau et défenseur de la diversité ne semblent plus en faveur de ces aspirations néocolonialistes. En 2005, l'UNESCO réunit la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture à la suite de laquelle entre en vigueur la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, désormais ode à et instrument juridique de la défense des diversités culturelles et leur préservation. Si ces nouveaux grands principes internationaux sont en faveur d'une certaine forme d'égalité dans les rapports internationaux, la réalité est parfois différente ; pressions économiques, violation du droit international... On peut également citer à nouveau la Conférence de Bandung, le mouvement des non-alignés, les théories décoloniales, qui sont les voix et les moyens de pays en quête de reconnaissance et de considération égalitaire.

Denis Rolland, conclue son article en se questionnant :

Que faire avec les beaux restes de ce passé. Dans quelle mesure, notamment, est-il systématiquement opportun de tenter de revivifier ou, surtout, d'instrumentaliser ces souvenirs d'un passé fastueux, à l'heure, plus encore que de la globalisation, d'une construction européenne qui, au-delà d'une rhétorique d'alternative, tarde à mettre en place des structures communes de coopération culturelle et de politique extérieure ?¹⁰⁹

L'auteur s'interroge sur la nécessité d'utiliser les résidus d'un passé colonial dans les relations culturelles, quand l'Union européenne pourrait offrir, elle aussi, un socle de relations intéressant et nouveau. Il avance donc l'hypothèse de regrouper les relations culturelles bilatérales sous l'égide d'une coopération régionale via l'UE. Or, comme il a été démontré, l'UE ne semble pas encore apte à assumer une politique culturelle extérieure.

Ainsi, si artistes et intellectuels du XIXe siècle prenaient déjà la mesure de l'érosion de l'ancien monde, ce phénomène est d'autant plus vrai de nos jours. La diplomatie culturelle

¹⁰⁸ Denis Rolland, *op.cit.*, p.220.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.222.

française doit donc pouvoir s'adapter et renouveler son discours par rapport à l'Amérique latine, si elle ne peut plus y exercer une forme de messianisme, il reste tout de même important qu'elle entretienne une présence nécessaire au respect d'un certain équilibre face à l'hégémonie américaine.

3. *Une diplomatie culturelle pour lutter contre la domination nord-américaine*

Si des voix s'élèvent contre les motivations de domination dans les coopérations internationales et invitent à les réformer, un des nouveaux moteurs du développement de la diplomatie culturelle semble être l'hégémonie des États-Unis. Dans un entretien avec Anne Louyot, la Conseillère affirme qu'en Amérique latine, l'un des grands enjeux de la diplomatie culturelle française est de maintenir ce statut prestigieux face à l'arrivée de la puissance nord-américaine. Même si la diplomatie culturelle de ce pays n'est pas le produit de l'action de l'État et qu'il ne dispose pas d'institutions publiques destinées à la mettre en œuvre, c'est par le biais d'industries culturelles et créatives, de fondations, d'universités etc. qu'elle se met en place. Il ne s'agit pas d'une prérogative régaliennne, mais bien d'initiatives privées. Ce modèle semble fonctionner alors que l'Europe voit l'exportation de ses produits culturels en baisse constante :

Ici encore, la France s'inscrit dans une tendance lourde de fragilisation constante de l'Europe dans sa diffusion de contenus globaux. Les statistiques internationales montrent une baisse soutenue depuis une dizaine d'années des exportations de films, des programmes télévisés, de la musique, de l'information et des contenus culturels européens à un rythme de 8 % par an. L'inverse des États-Unis qui progressent de 10 % par an¹¹⁰.

La presse américaine, dans un article précédemment abordé (« At the Search of Lost Time ») a même explicitement formulé « la mort de la culture française » et son prestige perdu. L'article était accompagné d'une illustration la représentant comme écrasée ou envahie par l'arrivée des États-Unis.

Un exemple significatif de la concurrence américaine dans le domaine culturel est celui de la création de la foire d'Art contemporain de Miami. Carlos Urroz explique que « s'est créée à Miami, vers l'an 2000, une foire très liée à l'art latino-américain. Ce fut un coup dur pour ARCO et son lien avec l'Amérique latine »¹¹¹. La création de cette foire dans la ville de Miami ne relève sans doute pas du hasard ; sa situation géographique semble être une invitation directe à la participation du sous-continent. Cette rivalité n'est pas un fait nouveau ; dans les années

¹¹⁰ Martel Frédéric, « Vers un « soft power » à la française », *Revue internationale et stratégique*, vol.1, n° 89, p.74.

¹¹¹ Texte original : "se creo una feria en Miami que estuvo muy vinculada con el arte latinoamericano que empezó a finales de los años 90, creo en el 2000 o 2001. Fue un duro golpe para ARCO y su vinculo con latinoamerica"

1920 et 1930, le géant américain est venu concurrencer les échanges universitaires accrus entre la France et l'Amérique latine. Les élites, au lieu de se rendre systématiquement en France pour étudier, privilégiaient désormais les États-Unis lorsqu'elles voulaient suivre un parcours tourné vers les sciences politiques, la finance, alors que la France était préférable pour le droit et la médecine¹¹². C'est aussi pour lutter contre l'hégémonie américaine que De Gaulle se rend en Amérique latine pour y promouvoir la notion de « latinité » qui pourrait servir de clef de voûte de nouvelles collaborations excluant le géant nord-américain.

Cette motivation intéressée s'applique également à l'échelle européenne. Pour Stephan Sberro, une des finalités du rapprochement entre l'UE et l'Amérique latine est de faire « face aux enjeux politiques et économiques d'une association stratégique destinée à éviter une hégémonie totale des États-Unis dans le sous-continent, qui serait dangereuse pour les deux partenaires¹¹³. ». C'est donc la rivalité avec les États-Unis qui modèle en partie l'orientation de la politique extérieure européenne. Les coopérations entreprises avec le sous-continent répondent à un besoin de limiter l'hégémonie américaine et s'inscrivent dans une manière de penser les relations diplomatiques comme un outil d'influence et de domination.

La diplomatie culturelle française semble donc soumise à de nouveaux enjeux externes devant être pris en compte pour pouvoir la repenser ; se séparer d'une vision instrumentalisée des relations culturelles animée par un sentiment de supériorité, tout en essayant de faire face à une diplomatie culturelle américaine lui faisant directement concurrence dans un domaine dans lequel elle disposait jusqu'alors d'une reconnaissance et d'un prestige importants.

B. Des stratégies pour faire face au déclin de la diplomatie culturelle

1. *Le besoin de redéfinir une rhétorique portée par un discours ambiguë aux apparences néocoloniales*

Dans son article « Pourquoi la France a perdu la bataille de la diplomatie culturelle »¹¹⁴, le journaliste et sociologue Frédéric Martel revient sur un colloque organisé par Alain Juppé et Xavier Darcos, alors ministre des Affaires étrangères et directeur de l'Institut français, pour repenser le « soft power ». Il y dénonce le décalage entre les invités de ce colloque (chefs d'entreprises, intellectuels de haut rang...) et la réalité des acteurs de la diplomatie culturelle,

¹¹² Antonio Niño, *op. cit.*, p.85.

¹¹³ Sberro Stephan, *op. cit.*, p.99.

¹¹⁴ Martel Frédéric, MARTEL Frédéric, « Pourquoi la France a perdu la bataille de la diplomatie culturelle », *L'Express*, 13 décembre 2011 ?

entre la somme d'argent dépensée pour l'organisation et la réalité budgétaire de la diplomatie culturelle, ou encore entre l'action des États-Unis et l'action française sur la liberté d'internet. L'article, bien que peu détaillé, ramène la diplomatie culturelle française à sa réalité ; déphasée et cruciallement en manque de moyens, selon l'auteur. Il considère que la France mène une « bataille » de la diplomatie culturelle et inscrit sa critique dans une vision archaïque de la cette dernière comme un outil d'influence, voire de guerre.

Cet acte rhétorique n'est pas isolé, et il est même toujours présent. En 2019, dans un communiqué de presse conjoint du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et du ministère de la culture sur les nouvelles orientations de l'Institut français, Frank Riester déclare :

L'Institut français est un formidable outil de promotion de la culture française au-delà de nos frontières. Sa pluridisciplinarité, son agilité et sa complémentarité avec nos opérateurs culturels, nous permettent de construire des ponts solides vers les autres cultures et de **porter les valeurs de la France**¹¹⁵.

Jean Yves le Drian, quant à lui :

Définir les orientations que nous voulons donner à l'Institut français, c'est une tâche stratégique. Il s'agit de déterminer la manière dont nous souhaitons que la culture, la langue française, le modèle culturel français, francophone et européen « **rayonnent** » à l'étranger. Il s'agit de faire les bons choix pour **défendre nos intérêts et nos valeurs dans les batailles nouvelles de l'influence**, afin de transformer en **avantage compétitif** ce « **désir de France** » qu'il nous faut renforcer chaque jour¹¹⁶.

Alors que le ministre de la culture promeut l'expansion de « valeurs » françaises, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères considère la France comme un modèle culturel désiré, se devant de rayonner à l'étranger afin de défendre les intérêts et valeurs du pays dans la bataille de l'influence et de transformer en « avantage compétitif » l'intérêt qui lui est porté. Ce discours renvoie directement à une recherche d'influence et de domination par la culture, et passe par les champs lexicaux de la guerre (« bataille » ; « défendre nos intérêts ») ou du commerce (« avantage compétitif »). Peut-on parler de messianisme contemporain ? Si ce discours est proportionnel aux moyens donnés à la diplomatie culturelle, alors oui. Les moyens diminuent, les discours s'atténuent, mais l'orientation idéologique ne change pas.

La publication *Géococonfluences* de l'École normale supérieure de Lyon propose cette définition du néo-colonialisme : « Le néo-colonialisme est un terme utilisé pour dénoncer le maintien ou le retour du colonialisme, c'est-à-dire de la volonté de domination coloniale, après l'indépendance, éventuellement dans des formes détournées ou discrètes¹¹⁷. ». Transposée à

¹¹⁵ Nouvelles orientations de l'Institut français, *Communiqué de presse conjoint du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la culture*, 13 janvier 2020.

¹¹⁶ *Idem*.

¹¹⁷ Définition tirée du site : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/neo-colonialisme>

l'action gouvernementale française de recherche d'influence à travers un rayonnement culturel, le terme de néocolonialisme pourrait s'appliquer à la diplomatie culturelle française lorsqu'elle se justifie par un discours de domination. Si la France n'est pas l'ancienne puissance coloniale majoritaire de l'Amérique latine, elle est tout de même directement présente sur le sous-continent en Guyane et dans les Antilles françaises, et l'a été en Haïti. Sa recherche d'influence dans la région peut donc s'apparenter à une forme de néocolonialisme, si elle est motivée par un discours de rayonnement.

Pourtant, la prise de conscience de ce besoin de réorienter le discours est bien réelle et émane d'institutions de l'État. Dans un avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finance pour 2019, le député Frédéric Petit invite explicitement à entamer ce changement ; « culture : un changement de paradigme à l'horizon¹¹⁸ », « L'action culturelle : du rayonnement au dialogue partenarial¹¹⁹ », « L'avenir est dans l'échange et la réciprocité¹²⁰ ». La dialectique est toute autre et repense la manière d'envisager le développement des politiques culturelles extérieures. Elle existe également sur le site officiel de France Diplomatie ; « réciprocité des échanges culturels » ; « dimension européenne de ces échanges » ; « affirmation de la solidarité avec les autres cultures »¹²¹. Autant de termes en faveur d'un rééquilibrage des échanges culturels internationaux, pourtant publiés sur le même site internet que les expressions susmentionnées et partisans d'un discours de domination.

2. *Un changement de paradigme pouvant être impulsé par l'action de l'Institut français d'Espagne*

L'action de l'Institut français d'Espagne peut, elle aussi, s'inscrire dans ce nouveau paradigme des relations internationales dans le domaine de la culture. Ce serait le cas si l'on envisage son action dans un complexe géographique plus large, c'est-à-dire incluant l'Espagne et l'Amérique latine. Dans ce complexe euro-américain, les relations bilatérales, héritières de la « vieille diplomatie »¹²² ne sont plus la forme principale des relations internationales. Envisager une diplomatie culturelle française en Espagne vers l'Amérique latine revient à

¹¹⁸Frédéric Petit, *Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255), tome II action extérieure de l'état diplomatie culturelle et d'influence – francophonie*, 12 octobre 2018, p.23.

¹¹⁹ *Idem.*

¹²⁰ *Idem.*

¹²¹ Propos tirés du site officiel du gouvernement : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-culturelle/les-domaines-d-action-de-la-diplomatie-culturelle/article/echanges-culturels>

¹²² Alice Pannier, « Chapitre 1. La relation bilatérale », in Thierry Balzacq (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p.1.

renoncer à toute forme d'influence ; il serait en effet complexe de promouvoir un rayonnement français en Amérique latine ou de défendre des intérêts sur le sous-continent via l'Espagne. Par ailleurs, l'intervention de plusieurs acteurs dans les relations implique un certain rééquilibrage lorsque la bilatéralité favorise la mise en place d'une certaine autorité entre les parties. Dans une acception de la diplomatie culturelle plus en phase avec les revendications contemporaines, cela permettrait donc de promouvoir la création de connexions, et ce rôle « d'électricien » joué par les diplomates, si l'on se fie à la comparaison effectuée par Anne Louyot.

Les flux de circulations culturelles sont effectivement plus complexes et s'inscrivent généralement dans des mouvements qui vont au-delà de la bilatéralité qui régit la diplomatie culturelle, mais nombreux sont ceux qui accomplissent ce mouvement triangulaire incluant la France, l'Espagne et l'Amérique latine. A titre d'exemple, Sergio Verastegui, artiste plasticien, né à Lima en 1981, suit une formation à l'Escola de Artes Visuais do Parque Lage de Rio de Janeiro, puis obtient le Diplôme national supérieur d'expression plastique de la Villa Arson à Nice. Ses premières expositions personnelles voyagent dans plusieurs villes de France dont Marseille, Paris, Bordeaux et d'autres, à Sao Paulo au Brésil ainsi que deux fois à Madrid, dont l'une à l'Institut français d'Espagne. D'origine péruvienne, formé au Brésil et en France, l'artiste expose dans le complexe euro-américain composé de la France, l'Espagne et l'Amérique latine. Son exposition à l'Institut français d'Espagne s'organise dans le cadre de la foire ARCO à laquelle l'artiste participe lorsque le Pérou est le pays invité. L'Institut français est ici protagoniste de la promotion en Espagne d'un artiste latino-américain ayant été formé en France. Ici, la diplomatie française met à l'honneur un artiste latino-américain, dépasse la bilatéralité, et promeut une réciprocité dans les échanges culturels.

En second lieu, se servir de la position stratégique qu'offre l'Espagne, revient à faire face à la baisse des moyens que connaît la diplomatie culturelle française, particulièrement sur le territoire latino-américain qui voit son dispositif reculer. Or, en Espagne, poste à « missions élargies et format d'exception », les ressources se prêtent plus facilement à l'élaboration d'une stratégie qui dépasse la simple relation entre deux pays voisins. Christophe Cassan, lors de son entretien explique clairement que si l'Amérique latine a été choisie comme continent vers lequel s'oriente le festival, c'est bien pour ses liens avec l'Espagne. L'utilisation du complexe euro-américain permettrait donc à la diplomatie française de profiter des liens entre l'Espagne et l'Amérique latine, et des événements organisés dans le pays ayant un lien avec le sous-continent.

3. *La stratégie espagnole ; un pis-aller ?*

Appréhender l'Espagne comme un lieu de coopération avec l'Amérique latine peut en effet être considéré comme un pis-aller face au recul général que connaît la diplomatie culturelle française et aux critiques de son « modèle culturel ». Face à un réseau diplomatique de plus en plus rare outre-Atlantique et un détournement de l'attention du gouvernement français vers d'autres zones (Europe de l'est, Moyen-Orient, Afrique...), l'Espagne est, faute de mieux, un moyen d'atteindre le continent latino-américain. Mais cela se confirme si l'on se place dans une perspective de « bataille » ou encore « d'avantage compétitif » pour faire rayonner la culture française.

En revanche, si l'on décide de se placer dans un nouveau prisme de considération de la diplomatie culturelle, cette stratégie prend une allure différente. La diplomatie culturelle s'inscrit alors dans un élan de coopération qui dépasse les frontières nationales et bilatérales pour entrer dans un espace plus complexe et moins linéaire, en l'occurrence triangulaire et réciproque. La création d'échanges ne passerait pas par l'implantation d'institutions de promotion de la culture française dans les pays latino-américains, qui eux ne disposent pas d'un réseau similaire sur le sol européen. Cela permettrait donc un rééquilibrage institutionnel. De plus, l'action serait moins directe et agressive et plus en faveur d'échanges réciproques. Les liens et collaborations seraient alors moins directs et bilatéraux, mais davantage en phase avec une conception égalitaire et multilatérale des échanges culturels.

C'est aussi un moyen de promouvoir une forme de régionalisme dans le complexe euro-américain. Philippe Urfalino, sociologue et Directeur d'étude de l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS) lors d'un débat intitulé « Fin de la politique culturelle » et organisé à Avignon en 2005 a remarqué : « Il ne faut pas donner de fins grandioses à la politique culturelle... Mais il n'y a pas de grand projet – et l'Europe en est un – sans politique culturelle »¹²³. Les politiques culturelles permettent un rapprochement plus profond en créant des affinités pérennes, et une construction régionale telle que l'UE ne pourrait, selon lui, durer sans une vraie politique culturelle commune. Dans le cas de l'Institut français d'Espagne comme acteur d'une diplomatie culturelle entre l'Espagne, la France et l'Amérique latine, cela permettrait donc de renforcer la création d'une coopération régionale dans une Euro-Amérique latine. Cette diplomatie française depuis l'Espagne permettrait d'inclure les acteurs espagnols, et de créer un complexe plus large et divers, tout en accentuant des efforts de coopération entre

¹²³ Philippe d'Urfalino à Avignon lors du débat « Fin de la politique culturelle ? », 12 juillet 2005, propos relayé Odile Chenal, *op. cit.*

les différents protagonistes de ces relations culturelles ; espagnols, français, latino-américains, institutions publiques ou privées, artistes, professionnels de la culture etc. tout en regroupant les moyens et en augmentant les participations financières pour de potentiels projets de co-production. En somme, il s'agirait d'établir un réel dialogue culturel entre les zones concernées.

C. Vers une stratégie volontaire de l'Institut français d'Espagne pour l'Amérique latine

1. *Utiliser le statut d'EPIC*

Dans un rapport de la commission des finances du Sénat en 2008, le député Adrien Gouteyron alerte :

Notre réseau culturel à l'étranger fonctionne « à l'aveugle ». Or il est indispensable de réfléchir en termes de performance, et donc d'accepter de se poser des questions sur le rôle stratégique du ministère des affaires étrangères dans ce domaine, sur le métier de conseiller culturel et l'adaptation du « modèle » du centre culturel à notre temps.¹²⁴

Le rapport affirme la nécessité de réformer la diplomatie culturelle française afin de l'adapter aux évolutions contemporaines. Trois années plus tard, en 2011, l'Institut français, établissement public à caractère industriel et commercial, est créé. L'idée initiale était de regrouper la diplomatie culturelle française sous l'action d'un opérateur unique qui deviendrait alors une forme de « label » de la culture française à l'étranger, s'inspirant des British Council anglais ou des Goethe Institut allemands. Si la fusion des opérateurs de la diplomatie culturelle française n'a pas eu lieu et que SCAC et Instituts français continuent de coexister dans certaines postes, le statut d'EPIC a tout de même apporté une gestion plus flexible. Les Instituts français peuvent lever des fonds, attribuer des subventions ou encore entretenir des relations avec des entreprises mécènes.

Ce statut administratif permet, notamment, un financement quasi-complet de la *temporada* ou saison culturelle par des sponsors. Ces saisons sont un ensemble d'événements autour d'un thème annuel organisés par tous les Instituts français. Alors que le thème de la saison culturelle de l'année 2019 était *Nosotros, Europa*¹²⁵, celui de de 2020 est *Entre lenguas, entre culturas*¹²⁶. Un thème qui promeut l'acquisition d'outils pour comprendre et renforcer l'expression d'une pluralité de point de vue. Ainsi peut-on lire sur la page de lancement de la saison culturelle de l'Institut français d'Espagne :

¹²⁴ Adrien Gouteyron, Rapport d'information n° 428 fait au nom de la commission des finances, *Quelles réponses apporter à une diplomatie culturelle en crise ?*, enregistré le 30 juin 2008.

¹²⁵ Nous, l'Europe

¹²⁶ Entre les langues, entre les cultures

Il ne s'agit pas d'effacer artificiellement les différences entre cultures, mais d'acquérir les outils pour les comprendre, et renforcer l'expression d'une pluralité de points de vue. La maîtrise de plusieurs langues et la connaissance d'autres cultures sont les conditions fondamentales d'une mondialisation apaisée, un des objectifs les plus importants de la diplomatie française et européenne.¹²⁷

La saison culturelle de 2020 fait également écho au quinzième anniversaire de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Une année ouverte au dialogue entre les langues et les cultures et à la mise en valeur de toutes les formes d'expressions culturelles, financée par les sponsors de l'Institut.

Parmi eux ; Enagas, Orange et Carrefour. La première est une compagnie d'approvisionnement en énergie présente au Mexique, au Chili et au Pérou. Orange, société de télécommunications française, est également implantée dans la quasi-totalité des pays latino-américains. Ces derniers représentent 20 % du chiffre d'affaire global de Carrefour pour le premier trimestre de 2020¹²⁸. Trois des quatre principaux mécènes de l'Institut ont donc une activité très développée outre-Atlantique. Consolider les liens culturels entre des régions où ils disposent d'intérêts commerciaux leur serait bénéfique. Rappelons cette maxime inscrite sur le premier bulletin de l'Alliance française : « La langue française donne des habitudes françaises ; les habitudes françaises amènent l'achat de produits français. Celui qui sait le français devient le client de la France ».

En tant que financeurs, ils disposent d'un droit de regard, voire même d'une certaine influence sur ce qu'organise l'Institut. Par exemple, dans le cadre du festival « Novembre numérique » organisé tous les ans par l'Institut, le débat *Digitalización : oportunidad y desafío para el medioambiente*¹²⁹ a été organisé en collaboration avec Orange, déjà mécène de l'Institut en 2019. L'entreprise a apporté ses conditions à l'organisation du débat et a proposé un intervenant, Rafael Cano, responsable de l'ingénierie d'infrastructure chez Orange Espagne. En plus de remettre en cause l'indépendance de l'Institut français dans le choix des intervenants des événements qu'il organise, cela amène à se questionner sur la neutralité du débat ; il est légitime de se questionner sur l'objectivité d'un ingénieur d'une des plus grandes entreprises de télécommunication française lors d'un débat sur l'impact écologique du numérique. Si le statut d'EPIC permet de faire appel à des financeurs extérieurs, ces derniers influent

¹²⁷ Propos tirés du site officiel de l'Institut français d'Espagne : <https://www.institutfrancais.es/cultura/nueva-temporada-cultural-del-institut-francais-de-espana/>. Texte original: "No se trata de borrar artificialmente las diferencias entre las culturas, sino de adquirir las herramientas para comprenderlas y fomentar la expresión de una pluralidad de puntos de vista. El dominio de varias lenguas y el conocimiento de otras culturas representan las condiciones fundamentales en una globalización apaciguada, uno de los objetivos más importantes de la diplomacia francesa y europea".

¹²⁸ Chiffres tirés du site officiel du groupe Carrefour : <https://www.carrefour.com/ft/finance/publicaciones-financieras>.

¹²⁹ Traduction : "Numérique : opportunités et défis pour l'environnement ».

indirectement sur le choix des événements organisés dans le cadre de la saison culturelle et de leurs participants. Trouver des mécènes sensibles à l'Amérique latine (ce qui semble être déjà en partie le cas avec les entreprises susmentionnées, même si cette sensibilité est davantage économique que culturelle), permettrait peut-être d'encourager leur collaboration à des événements (conférences, débats, spectacles) en lien avec le sous-continent.

Par ailleurs, ce statut juridique n'échappe pas aux exigences administratives ; il doit répondre à une mission de service public précise : la promotion de la culture française. Dans ce but, il est indispensable de démontrer le « lien » avec la France pour justifier toute dépense engagée ou une quelconque participation à un projet ou événement. La notion de lien avec la France étant assez flexible, cela représente un obstacle, mais n'empêche pas nécessairement d'inclure l'Amérique latine dans les projets. Par exemple, Sergio Verastegui n'est pas français, mais son parcours à la Villa Arson lui a permis d'être exposé par l'Institut français d'Espagne. C'est donc son évolution dans le complexe euro-américain qui a servi de justification à l'Institut pour exposer un artiste péruvien en Espagne.

Le statut juridique de l'Institut français, avantageux ou non selon les situations, peut donc être utilisé de manière à « inclure » une politique de rapprochement avec l'Amérique latine à travers les échanges culturels.

2. *Promouvoir les collaborations entre les différents acteurs du réseau*

Dans le communiqué de presse du 13 janvier 2020 sur les nouvelles orientations de l'Institut français, le conseil d'orientation stratégique rappelle que « l'Institut français est l'opérateur de l'action culturelle extérieure de la France, au service de la diplomatie d'influence, ainsi que son rôle de soutien au réseau culturel et de coopération à l'étranger, en particulier celui des Instituts français et des Alliances françaises »¹³⁰. Le rôle d'acteur central de la diplomatie culturelle française auquel était initialement destiné l'Institut français semble toujours être un objectif en janvier 2020, selon les ministres de l'Europe et des affaires étrangères et de la culture. Si la fusion complète des acteurs de la diplomatie culturelle (SCAC, établissements à autonomie financière, Campus France...) en son sein n'a pas complètement eu lieu, la simple volonté d'y parvenir témoigne de l'importance qui lui a été donnée. De plus, il est rappelé que sa mission centrale se place dans un réseau plus large auquel appartiennent également les Alliances

¹³⁰ Propos tirés du site officiel du gouvernement : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-culturelle/les-actualites-et-evenements-de-la-diplomatie-culturelle-en-2020/article/nouvelles-orientations-de-l-institut-francais-communique-de-presse-conjoint-du>.

françaises. Ces-dernières sont l'une des plus anciennes institutions de la diplomatie culturelle française et leur importance n'est pas négligeable.

En 2017, l'Alliance française compte 834 établissements dans 132 pays et 467 500 apprenants le français. 31 % d'entre elles sont situées en Europe, et 24 % en Amérique latine, quand l'Amérique du nord et l'Afrique représentent 14 % chacune, et l'Asie et l'Océanie représentent respectivement 10 et 5 % du total des Alliances. Sur les 28 millions d'heures de cours vendues dans le monde en 2017, l'Amérique latine en a consommé les 35% suivie par l'Asie à 24 %. Ces chiffres rendent compte de l'importance du réseau sur le sous-continent, mais également d'une demande importante de la part des latino-américains. Par ailleurs, une des activités importantes de ces alliances est de dispenser des certifications de langue française à ses apprenants. Le pays ayant le plus de recettes de ces certifications et examens est l'Espagne avec un total de 1 802 470 euros, suivie par l'Italie (1 459 653 euros) pour 2017¹³¹. Autre information anecdotique ; la première Alliance française européenne s'implante à Barcelone.

Une fois de plus, l'Espagne et l'Amérique latine se démarquent et confirment l'existence d'intérêts réciproques dans le complexe euro-américain. Indépendantes financièrement, mais reconnues par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, les Alliances sont l'émanation d'initiatives locales et francophiles. Elles sont donc des acteurs de proximité indépendants avec une mission commune et complémentaire à celle des Instituts français : les deux agissent pour promouvoir la culture française, sa diffusion et l'apprentissage de sa langue. Mais, l'un est un acteur du gouvernement, avec des moyens plus importants et des contraintes politiques, alors que l'autre vit d'une réelle volonté civile et locale. Les deux organismes, très complémentaires, pourraient donc exploiter cette proximité en renforçant leur collaboration et leur communication afin d'envisager des projets communs.

3. *Se recentrer sur certains domaines d'action*

A la question de savoir si l'Institut français d'Espagne pourrait avoir une stratégie vers l'Amérique latine, l'Attaché culturel répond :

Si l'Institut français d'Espagne devient l'Institut français de la zone ibérique et qu'il se concentre sur certaines disciplines comme les arts de la scène, les industries culturelles... en choisissant des secteurs sur lesquels il veut agir, dans ce cas-là, cela pourrait être plus explicite dans sa stratégie d'inclure cette dimension d'Amérique latine, qui est là, induite, récurrente, mais qui pour l'instant ne permet pas de dégager une dimension stratégique. Nous sommes pour l'instant trop dispersés, avec trop peu de moyens.

¹³¹ Rapport de la Fondation Alliance Française, *Les Alliances françaises dans le monde*, 2017.

Selon lui, l'activité de l'Institut n'est donc pas assez ciblée pour pouvoir envisager une stratégie sous-jacente qui viserait à l'organisation d'une coopération culturelle avec l'Amérique latine. De même, Anne Louyot, répond positivement à cette même question et cible quatre domaines avec lesquelles cette stratégie serait particulièrement envisageable ; littérature, musiques actuelles, audiovisuel et arts visuels. Disposant d'une Attachée pour le livre ainsi que d'un Attaché culturel et audiovisuel, l'Institut français d'Espagne pourrait donc avoir les moyens humains lui permettant de cibler sa stratégie sur ces domaines. Par ailleurs, la diplomatie culturelle française connaît des nouvelles orientations et l'un de ses nouveaux objectifs est de promouvoir ses industries culturelles et créatives ; audiovisuel et musiques actuelles sont des domaines sur lesquels il semble alors opportun de renforcer l'attention. Quant aux arts visuels, c'est un secteur dans lequel beaucoup d'artistes latino-américains ont une renommée internationale, et la France comme l'Espagne organisent annuellement la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) et ARCO qui sont des rendez-vous internationaux importants dans le domaine des arts plastiques.

Dans le domaine de la littérature, comme il a été précédemment abordé à travers les propos de Magali Guerrero, Attachée pour le livre, l'Institut pourrait infléchir sa stratégie en incluant l'Amérique latine et en négociant davantage de cessions de droit universels aux éditeurs français afin que les éditeurs espagnols puissent redistribuer les traductions en Amérique latine. Par ailleurs, l'Institut français met en place des Programmes d'Aide à la Publication (PAP) pour venir en aide à des éditeurs sélectionnés en prenant en charge une partie des frais de traduction du français vers la langue du pays en question. Favoriser les éditeurs ayant des partenariats avec ceux du sous-continent permettraient d'aider à la coédition d'ouvrages français, et d'étendre sa zone de distribution, sans appuyer uniquement les grands éditeurs espagnols qui distribuent sur l'ensemble du continent latino-américain et représentent un obstacle à la croissance des éditeurs locaux, largement concurrencés et étouffés par l'édition espagnole. Les liens entre l'Espagne et l'Amérique latine se verraient donc renforcés, et, tout en promouvant la distribution à l'internationale de sa littérature, l'hexagone apporterait un soutien au développement de l'édition en Amérique latine.

Dans le domaine de l'audiovisuel, il existe un espace d'intégration ibéro-américain afin d'encourager son développement dans la région. L'Accord Latino-américain de Coproduction Cinématographique (ALCOCI) et la Convention d'intégration cinématographique ibéro-américaine (CONICI) sont signés en 1989 à Caracas¹³². Ces accords mettent en place la

¹³² Observatoire européen de l'audiovisuel, *Le cadre légal des coproductions internationales*, Strasbourg, 2018.

Conférence d'Autorités Audiovisuelles et Cinématographiques Ibéro-américaine (CAACI) qui compte vingt-et-un États membres : Argentine, Brésil, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Équateur, Le Salvador, Espagne, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Porto Rico, République dominicaine, Uruguay et Venezuela, ainsi qu'un État invité : l'Italie. Entre pays membres et pays invités se dessine une aire géographique de coopération entre pays « latins ». L'Institut, par un dialogue et une mise en relations des instances espagnoles en charge de ces accords et des instances cinématographiques et audiovisuelles françaises pourraient permettre à la France d'intégrer un espace de coopération privilégiée dans un domaine où elle dispose d'une politique attractive en faveur de la création (les fameuses avances sur recettes du Centre national du cinéma et de l'image animée, par exemple). Cet espace de coopération permettrait de créer des circulations culturelles dans une Euro-Amérique incluant cette fois le Portugal et l'Italie, c'est-à-dire une Euro-Amérique latine qui répondrait aux vellétés gaulliennes. Dans un rapport de l'Observatoire européen de l'audiovisuel du Conseil de l'Europe, le programme Ibermedia, mis en place par la CAACI est décrit comme suit :

La mission d'Ibermedia est d'œuvrer en faveur de la création d'un espace audiovisuel ibéro-américain, par le biais d'une aide financière et d'appels à projets ouverts à tous les producteurs de films indépendants des pays membres d'Amérique latine, d'Espagne, du Portugal et, plus récemment, d'Italie¹³³.

Les programmes de ce type permettent de consolider les liens et d'encourager les coproductions dans l'espace de coopération et constitueraient une opportunité très intéressante pour l'Institut français.

Quant aux secteurs des musiques actuelles ou des arts plastiques, la participation ou le soutien à des événements tels le BIME, le MAPAS ou encore ARCO, ce que l'Institut fait déjà, lui permet, comme il a été vu précédemment, d'établir des liens avec l'Amérique latine à travers l'Espagne. Si ces liens sont établis alors qu'il n'existe pas encore de stratégie vers l'Amérique latine, on peut tout à fait supposer que s'il y en avait une d'établie, les possibilités seraient bien plus nombreuses et intéressantes. Faire vivre ses propres partenariats, ou même en envisager d'autres après avoir étudié la sensibilité et la proximité des acteurs avec l'Amérique latine, permettrait d'intensifier les échanges avec le sous-continent dans ces domaines-là.

En somme, et bien que ces propositions ne soient pas exhaustives, l'Institut français d'Espagne dispose de différentes marges de manœuvres et de moyens d'action qui lui permettraient de faire vivre un espace de coopération euro-américain, entre la France, l'Espagne et l'Amérique latine, et dont les frontières ne sont pas immuables. Ce complexe de circulation

¹³³Observatoire européen de l'audiovisuel, *op. cit.*, p.27.

existe de fait et échappe parfois au cadre institutionnel décrit dans ces travaux. En revanche, établir une stratégie relève d'une volonté propre aux individus qui composent et contrôlent ces acteurs de la diplomatie culturelle.

CONCLUSION

Ainsi, alors que l'art et la culture sont le « ciment traditionnel » des relations entre la France et l'Amérique latine, faire revivre les liens avec le sous-continent à travers la diplomatie culturelle n'est pas un changement radical. En revanche, la nouveauté réside dans le fait d'y impliquer un nouvel acteur qu'est l'Espagne, et d'établir ces stratégies sur son sol via un organe de représentation française. L'idée est donc, de manière générale, d'imaginer un prolongement de sa stratégie espagnole vers l'Amérique latine, afin de promouvoir des circulations dans un espace de coopération qui tend à se former naturellement.

Aussi, un des enjeux importants de cette coopération interrégionale est le renouvellement de l'approche de ses protagonistes. En 1979, Jacques Rigaud écrit :

[...] Notre attitude à l'égard de cultures proches ou parentes, comme celles de la Belgique ou du Québec, est souvent **paternaliste**, voire ironique ; **à l'égard des cultures lointaines, elle est archaïsante** et de plus en plus indifférente [...]. Nous nous replions sur l'hexagone **en croyant rayonner encore sur le monde**.¹³⁴

Il enchaîne en affirmant que :

Les relations culturelles extérieures pâtissent de cette perversion des attitudes. Beaucoup d'échecs sont dus à l'indifférence ou à la maladresse de ceux qui, chargés d'assurer une présence culturelle de la France, n'ont pas su comprendre qu'ils s'adressaient à des étrangers dont **l'intérêt pour notre culture n'est ni inconditionnel, ni exclusif** et qui attendent de nous **la considération, la possibilité d'un échange mutuellement profitable**, non la délivrance unilatérale et triomphaliste d'un message sans réplique.¹³⁵

Ces propos résonnent encore par leur justesse. Le vocabulaire et l'approche de la politique extérieure dénoncés par l'auteur sont en effet encore d'actualité. Il déplore une action française animée par l'idée d'être un modèle de référence. Selon lui, le pays part du principe que sa culture est, pour reprendre le terme de Jean-Yves le Drian, nécessairement « désirée ». Si l'on se tient aux discours portés par les ministres en charge de cette diplomatie culturelle ou même aux propos généralement employés lors de la définition de ses orientations par les autorités, on peut effectivement affirmer la véracité de ces propos, datant pourtant de plusieurs décennies. De même, l'action des Instituts consiste encore en grande partie à promouvoir et proposer la production culturelle française à l'étranger, sans soucis de réciprocité, et donc à délivrer de manière « unilatérale » un « message triomphaliste ».

Pourtant, il est important de souligner que si la volonté de diffusion de la culture française reste en partie inchangée, c'est la volonté de réception qui évolue. A titre d'exemple, l'Institut français de Madrid propose à certaines périodes de l'année, des dizaines d'évènements par semaine, toute activité confondue. Rares sont les fois où les organisateurs sont satisfaits de

¹³⁴ Jacques Rigaud, *Rapport au ministère des Affaires étrangères sur les relations culturelles extérieures*, Paris, 1979, p.42.

¹³⁵ *Ibid.*, pp.42-43

l'affluence ; le problème d'un public se faisant de plus en plus rare est une préoccupation récurrente de la direction. Pourtant la qualité des événements proposés et les compétences de ses organisateurs sont indiscutables. Ainsi, prétendre livrer à profusion une programmation française à l'étranger ne fonctionne plus, du moins en Espagne. Et pour cause, si la France a effectivement rayonné à travers sa culture, il a été précédemment démontré que cette prétention ne se justifie plus. La diplomatie culturelle doit prendre la mesure de ce changement et adapter son activité : « Il n'est plus possible de penser ces relations en termes de diffusion de notre culture ; il doit s'agir **d'échanges mutuellement bénéfiques** entre notre culture et celle des autres »¹³⁶ affirme très justement Jacques Rigaud, qui poursuit en proposant d'instaurer une « **réciprocité** des relations »¹³⁷.

Cette réciprocité peut, entre autres, être mise en place en envisageant la « symétrie »¹³⁸ des opérations. Les années croisées organisées par la France depuis 1985 (comme l'année de la France en Colombie et de la Colombie en France) sont une excellente initiative diplomatique dont la symétrie implique un enrichissement mutuel. De même, la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes organisée par le MEAE est également une manière de promouvoir les échanges entre la France et l'Amérique latine et les Caraïbes en mettant à l'honneur les cultures et traditions d'outre-Atlantique. Ces initiatives visent à rééquilibrer la représentation des cultures, et vont dans le sens de la réciprocité, mais elles ne sont pas suffisantes. En effet, l'appareillage diplomatique français déployé à l'étranger est sans égal, particulièrement s'il est comparé à celui des pays latino-américains ; c'est donc aux acteurs de la diplomatie culturelle de compenser. Ils ne sauraient, selon Jacques Rigaud, « être des ghettos, des bastions de la culture française, mais des lieux d'échange, enracinés dans la vie locale »¹³⁹.

C'est dans ce contexte qu'envisager la diplomatie culturelle, non pas comme un moyen de diffusion linéaire et unidirectionnel, mais plutôt comme l'instigateur d'un ensemble de circulation plus complexe, devient crucial. Atténuer le caractère bilatéral de cette politique culturelle permettrait donc d'envisager des espaces plus emmêlés, qui, une fois étudiés font ressurgir des régions où la coopération se forme de manière naturelle, et pourrait être effective.

Nous nous sommes employés à démontrer que l'entité France-Espagne-Amérique latine, baptisée selon un emprunt sémantique, d'Euro-Amérique, pourrait être une de ces régions. Elle l'est déjà malgré une volonté explicite des acteurs de la diplomatie culturelle

¹³⁶ *Ibid.*, p.44.

¹³⁷ Jacques Rigaud, *op. cit.*, p.44.

¹³⁸ *Idem.*

¹³⁹ *Ibid.*, p.47.

française ; les circulations y sont déjà riches. Cette région se construit presque naturellement autour de racines culturelles communes et d'affinités partagées.

La politique culturelle du XXe siècle a démontré des volontés d'institutionnaliser cet espace ; De Gaulle y a vu une « latinité » commune, pouvant être le ciment de cette construction régionale, des institutions ont été créées de part et d'autre de l'Atlantique, mais ces efforts n'ont pas été suivis, et l'Amérique latine demeure « la grande oubliée » de la diplomatie française. Toutefois, même s'il semble nécessaire d'utiliser les restes du passé pour imaginer un espace de coopération culturelle, il est évident que l'approche doit se faire différemment de celle des politiciens du XXe siècle.

Pour que la coopération culturelle y soit efficiente, réciproque et égalitaire, il faut évidemment l'envisager en prenant en compte l'évolution des rapports entre le Vieux Continent et le Nouveau Monde et se détacher d'une vision jusqu'alors euro, voire ethno-centrée. Une fois de plus, Jacques Rigaud voyait juste ; « Il y a lieu de définir une stratégie géographique et opérationnelle permettant de moduler cette présence de façon optimale, en adaptant nos modes d'intervention aux conditions particulières de la demande de nos partenaires, de leur position objective et des perspectives de nos rapports avec eux »¹⁴⁰. Il propose d'adapter les modes opératoires en fonction de la région visée, et, par là même, de prendre en compte les exigences et particularités locales.

Ces propositions, bien qu'elles s'appliquent, en 1979, à une diplomatie bilatérale, peuvent également être transposées au complexe euro-américain que nous essayons de construire ; les entités qui le composent possèdent leur propre dynamisme et évoluent dans un contexte différent. L'hypothèse de créer un espace de coopération culturelle entre la France, l'Espagne et l'Amérique latine repose certes sur la présence de liens et d'affinités culturelles, mais sa mise en place ne peut, d'aucune sorte, être appréhendée sans prendre en compte les réalités des pays, régions, ou toute entité géographique pertinente qui la composent. Cette considération est essentielle pour une action à destination de pays où la diversité culturelle est un élément constitutif, comme c'est le cas en Amérique latine. Si elle a été étudiée comme un tout, elle reste un ensemble de pays extrêmement différents les uns des autres.

En effet, même si la France a su s'adapter aux nouveaux enjeux de la diplomatie culturelle : elle promeut la solidarité et les échanges culturels, elle a rénové son appareil diplomatique en créant l'Institut français, elle accorde désormais beaucoup d'attention aux industries culturelles et créatives, mais son discours reste néanmoins ambigu, partagé entre

¹⁴⁰ Jacques Rigaud, *op. cit.*, p.67.

volontés d'échanges réciproques et volontés de rayonnement. Il est donc essentiel pour le pays, s'il veut envisager une coopération culturelle plus large, mais également plus intense et riche, de revoir sa conception de la diplomatie culturelle.

Promouvoir des circulations dans l'espace euro-américain, permettrait de remettre en question la dimension régalienne du soft power pour l'envisager davantage comme un outil de dialogue, de respect mutuel et d'interdépendances entre les différentes cultures. Il ne s'agirait donc plus d'étendre son influence via le rayonnement de la culture nationale, mais plutôt d'alimenter les relations et la bonne entente via les politiques culturelles extérieures. S'engager volontairement dans des espaces de coopérations qui ne sont jusqu'alors pas institutionnalisés, reviendrait alors à prendre du recul sur un comportement assimilable au néocolonialisme. Ce complexe dépasse la définition de diplomatie culturelle qui porte en elle les principes de bilatéralité et de domination. Envisager une politique culturelle extérieure dans des systèmes régionaux, en utilisant des liens culturels déjà existant, c'est encourager une coopération égalitaire, régionale, multiculturelle, et dépasser la forme ethno-centré de la diplomatie culturelle actuelle qui encourage ses protagonistes à penser leur propre culture comme « supérieure ». En somme, l'Institut français d'Espagne peut être un des acteurs institutionnels de cet espace pour son emplacement géographique stratégique et pourrait alors prendre part à la création d'un complexe de coopération culturelle plus englobant.

Un des autres enjeux est effectivement de revoir le domaine d'action et les objets de cette diplomatie culturelle ; art contemporain, théâtre, danse... sont, selon un sondage de l'IFOP (Institut français d'opinion publique)¹⁴¹, des pratiques minoritaires dans la vie culturelle des français. De même, selon le même sondage, le nombre d'activités culturelles réalisées par les français est plus élevé pour les personnes diplômées du supérieur. Cette étude montre que l'activité culturelle est directement liée au revenu, au niveau d'études, mais aussi à l'éducation, déterminante dans la « sensibilité » envers la production. Or l'Institut français d'Espagne agit en grande partie dans ces domaines, pouvant être considérés comme élitistes, et son action entre en décalage avec la réalité. Or, pour pouvoir établir une stratégie inter-régionaliste, l'Institut français doit se recentrer sur certaines disciplines ; la littérature, l'audiovisuel, l'art contemporain ou encore les musiques actuelles. L'action serait ici recentrée sur des disciplines où la coopération semble réalisable, mais surtout plus accessibles, et moins élitistes.

En effet, changer l'approche de la diplomatie culturelle ne consiste pas seulement en une remise en question de la manière d'agir, mais il faut également s'interroger sur l'objet de

¹⁴¹ Sondage de l'IFOP, Les envies culturelles de français, mars 2017.

l'action. Quelle culture veut-on faire circuler ? Celle d'un esthétisme universel inspiré d'une Europe qui n'est plus mais qui permet d'en perpétuer les modèles ? L'idée de repenser la diplomatie culturelle implique également de s'attarder sur ce qui fait son objet, son essence. Elle agit pour promouvoir la diffusion des créations culturelles, mais lesquelles ? Il s'agirait donc, en plus de dépasser une action bilatérale pour l'intégrer à un système plus complexe et égalitaire, de se nourrir de ce dernier pour en extraire des nouvelles formes d'expression jusqu'alors considérées comme subalternes pour en faire un objet de diffusion et contribuer à la création de nouveaux modèles tout aussi dignes d'intérêt et de reproduction.

BIBLIOGRAPHIE

Diplomatie culturelle et relations internationales

CHENAL Odile, « L'Europe et la culture : combien de politiques ? », *La pensée de midi*, vol. 16, n°3, 2005, pp. 65-71. URL : <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2005-3-page-65.htm> (site consulté le 20 avril 2020).

CLÉMENT Jérôme, *L'urgence culturelle*, Paris, Édition Bernard Grasset, 2016.

GUITARD Odette, *Bandoung et le réveil des peuples colonisés*, Paris, Presses universitaires de France, 1965.

HAIZE Daniel, "La diplomatie culturelle française : une puissance douce ?", *CERISCOPE Puissance*, 2013, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part2/la-diplomatie-culturelle-francaise-puissance-douce> (site consulté le 29 avril 2020).

KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 15. La diplomatie culturelle », in Thierry Balzacq (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2018, pp. 263-274.

MACCIOCCHI Maria Antonietta, « La culture européenne sur le chemin du XXI^e siècle », in Bernhard Beutler (dir.), *Réflexions sur l'Europe*, Paris, Éditions Complexe, 1993[1992], pp. 123-128.

MARTEL Frédéric, « Vers un « soft power » à la française », *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, n° 89, 2013, pp.67-76. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-1-page-67.htm> (site consulté le 4 février 2020).

PANNIER Alice, « Chapitre 1. La relation bilatérale », in Thierry Balzacq (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, pp.23-41.

URL : <https://www.cairn.info/manuel-de-diplomatie--9782724622904-page-23.htm> (site consulté le 12 avril 2020).

Les relations internationales dans l'espace France-Espagne-Amérique latine

BOIDIN Capucine, HURTADO LOPEZ Fatima, « La philosophie de la libération et le courant décolonial », *Cahier des Amériques latines*, vol.3, n°62, 2009, pp. 17-22.

CHONCHOL Jacques, MARTINIÈRE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1985. URL : <http://books.openedition.org/iheal/3345> (site consulté le 5 mai 2020).

COMPAGNON Olivier, « L'Euro-Amérique en question. », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Débats*, 03 février 2009, pp. 1-14. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/54783> (site consulté le 20 juin 2019).

COUFFIGNAL Georges, « Les relations Union européenne - Amérique latine: simple routine ou prolégomènes d'une politique étrangère européenne? », *La documentation française*, 2010, pp.99-112.

COUFFIGNAL Georges, « La politique étrangère de la France vis-à-vis de l'Amérique latine », *Observatoire des changements en Amérique latine (Paris), Amérique Latine 2011. L'Amérique Latine est bien partie, La Documentation française*, 23 novembre 2011, pp.59-72.

GONZALEZ Olga L, « La présence latino-américaine en France », *Hommes et Migrations*, n°1270, Novembre-décembre 2007, pp. 8-18.

URL : https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2007_num_1270_1_4657 (Site consulté le 27 février 2020).

GONZALEZ Olga L, « Latino-américains », in Pascal Ory (dir.), *Dictionnaire des étrangers qui ont fait la France*, Paris, Robert Laffont, 2013.

HUERTA Mona, « Le latino-américanisme français en perspective », *Caravelle*, n°100, mis en ligne le 02 décembre 2013, URL : <http://journals.openedition.org/caravelle/100> (site consulté le 20 février 2020).

HURTADO LOPEZ Fatima, « Pensée critique latino-américaine : de la philosophie de la libération au tournant décolonial », *Cahier des Amériques latines*, vol.3, n°62, 2009, pp. 23-36.

KOURLIANDSKY Jean-Jacques, « L'érosion d'une influence : le cas des relations entre l'Espagne et l'Amérique latine », *Revue internationale et stratégique*, n° 98, 2005, pp 26-36. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2015-2-page-26.htm> (site consulté le 15 avril 2020).

MORALES LA MURA Raúl, « L'accueil des exilés latino-américains en Europe », *Hommes & migrations*, n°1305, 2014. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2709> (site consulté le 14 mars 2020).

NIÑO Antonio, « Orígenes y despliegue de la política cultural hacia América latina », in Denis Rolland (dir.), *L'Espagne, la France et l'Amérique latine : politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp 23-163.

SBERRO Stephan, « L'Espagne, atout de l'Amérique latine dans l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 49, 2003/1, pp. 91-99. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2003-1-page-91.htm> (site consulté le 10 avril 2020).

ROLLAND Denis, « France-Amérique latine. La crise d'un universalisme, le modèle culturel et politique français au XXe siècle », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, n°1, 2002, pp. 179-222.

Rapports institutionnels, Avis, déclarations, sondages

DELAHAYE Vincent, FÉRAUD Rémi, *Rapport général n° 140 fait au nom de la commission des finances, Projet de loi de finance 2020 : Action extérieure de l'État*, enregistré le 21 novembre 2019.

GIRAUD Joël, *Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finance pour 2020 (n°2272), Action extérieure de l'État*, enregistré le 10 octobre 2019.

GOUTEYRON Adrien, *Rapport d'information n° 428 fait au nom de la commission des finances, Quelles réponses apporter à une diplomatie culturelle en crise ?*, enregistré le 30 juin 2008.

PETIT Frédéric, *Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2019 (n°1255), tome II action extérieure de l'état diplomatie culturelle et d'influence – francophonie*, 12 octobre 2018.

RIGAUD Jacques, *Rapport au ministère des Affaires étrangères sur les relations culturelles extérieures*, Paris, 1979.

Rapport du Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe, *Rapport: Las relaciones económicas y de cooperación de America Latina y el Caribe con la Unión Europea*, 2015.

Rapport du Centro Regional Para el Fomento del Libro, *El Espacio iberoamericano del libro*, 2018.

Observatoire européen de l'audiovisuel, *Le cadre légal des coproductions internationales*, Strasbourg, 2018.

« Bulletin officiel du ministère des affaires étrangères », *Journal officiel*, n°104, 30 septembre 2008.

UNESCO, *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*, Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet-6 août 1982.

Union Européenne, *Traité d'Amsterdam modifiant le Traité sur l'Union européenne*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 1997.

Rapport de la Fondation Alliance Française, *Les Alliances françaises dans le monde*, 2017.

Sondage de l'IFOP, *Les envies culturelles des français*, mars 2017.

Articles de presses et communiqués

DABENE Olivier, ESTRADA Gaspard, « L'Amérique latine, oubliée de la France », *Libération*, 17 septembre 2012. URL : https://www.liberation.fr/planete/2012/09/17/l-amerique-latine-oubliee-de-la-france_846923 (site consulté le 3 mai 2020).

GARNIER Vincent, « Anne Louyot : « je veux rompre les murs » », *lepetitjournal.com*, 2018. URL : <https://lepetitjournal.com/madrid/communaute/anne-louyot-je-veux-rompre-les-murs-234088>, (site consulté le 17 décembre 2019).

MARTEL Frédéric, « Pourquoi la France a perdu la bataille de la diplomatie culturelle », *L'Express*, 13 décembre 2011, URL : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/pourquoi-la-france-a-perdu-la-bataille-de-la-diplomatie-culturelle_1061087.html (site consulté le 18 mars 2020).

Communiqué de presse conjoint du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la culture, *Nouvelles orientations de l'Institut français*, 13 janvier 2020. URL : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-culturelle/les-actualites-et-evenements-de-la-diplomatie-culturelle-en-2020/article/nouvelles-orientations-de-l-institut-francais-communique-de-presse-conjoint-du>

MONASTIER Pierre, « L'énorme enjeu de la diplomatie culturelle française en Espagne : l'Institut français en première ligne », *Profession spectacle*, 6 mars 2019. URL : <https://www.profession-spectacle.com/lenorme-enjeu-de-la-relation-entre-france-et-espagne-linstitut-francais-en-premiere-ligne/> (site consulté le 3 mai 2020).

MORRISON Donald, « In Search of Lost Time », *Time*, novembre 2007. URL : <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,1686532,00.html#paid-wall> (site consulté le 27 avril 2020).

SIGUENZA Carmen, « ARCO cierra su mejor edición en diez años gracias a presencia latinoamericana », Agencia EFE, 3 mars 2019, URL : <https://www.efe.com/efe/america/cultura/arco-cierra-su-mejor-edicion-en-diez-anos-gracias-a-presencia-latinoamericana/20000009-3914267> (site consulté le 10 mai 2020).

« ARCOMadrid 2020 : la presencia latinoamericana en la gran feria de arte española », *Infobae*, 13 novembre 2019, URL : <https://www.infobae.com/america/cultura-america/2019/11/13/arcomadrid-la-presencia-latinoamericana-en-la-gran-feria-de-arte-espanola/> (site consulté le 10 mai 2020).

« Con una fuerte presencia latinoamericana, comienza ARCOMadrid », *Infobae*, 26 février 2019, URL : <https://www.infobae.com/america/cultura-america/2019/02/26/con-una-fuerte-presencia-latinoamericana-comienza-arcomadrid/> (site consulté le 10 mai 2020).

Discours

HOLLANDE François, *Discours du Président de la République au 70eme anniversaire de la Maison de l'Amérique latine*, prononcé le 18 octobre 2016. URL : <https://franceoea.org/spip.php?article1815>

Sites institutionnels

Site officiel de l'Institut français : www.institutfrancais.com

Site officiel de l'Institut français d'Espagne : www.institutfrancais.es

Site officiel du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : www.diplomatie.gouv.fr

Site officiel du BIME festival : www.bime.net

Site officiel d'ARCO Madrid : www.ifema.es

Site officiel du MAPAS festival : mapasmercadocultural.com

Site officiel de la Fondation EU-LAC : eulacfoundation.org

Site de l'OPALC : www.sciencepo.fr

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
I..L'EXISTENCE D'UN COMPLEXE DE CIRCULATION FRANCE-ESPAGNE-AMERIQUE LATINE A TRAVERS L'ACTION DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ESPAGNE ; RESULTAT D'UNE STRATEGIE VOLONTAIRE ?.....	13
A. L'ART ET LA CULTURE : « CIMENTS » HISTORIQUE DES CIRCULATIONS FRANCE-AMÉRIQUE LATINE.....	13
1. <i>L'exil réciproque des artistes et intellectuels</i>	<i>13</i>
2. <i>Le surréalisme comme preuve de ces mariages artistiques.....</i>	<i>14</i>
3. <i>« L'Euro-Amérique », un espace culturel et artistique commun.....</i>	<i>15</i>
B. L'EXISTENCE INCONTESTABLE DE CES CIRCULATIONS CULTURELLES AU SEIN DE L'ACTIVITÉ DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ESPAGNE	17
1. <i>L'Institut français d'Espagne ; un témoin privilégié pour identifier ces circulations.....</i>	<i>17</i>
2. <i>L'étude des circulations à travers des événements soutenus par l'Institut.....</i>	<i>18</i>
a) ARCO Madrid.....	18
b) Le BIME Festival.....	21
c) Le MAPAS Festival.....	22
3. <i>L'Étude de ces circulations à travers des démarches individuelles soutenues par l'Institut</i>	<i>23</i>
C. PEUT-ON AFFIRMER L'EXISTENCE D'UNE STRATÉGIE DIPLOMATIQUE FRANÇAISE EN ESPAGNE À DESTINATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ?	26
1. <i>La particularité du domaine de l'édition</i>	<i>26</i>
2. <i>Un complexe de circulation existant malgré une volonté propre de l'Institut français</i>	<i>30</i>
3. <i>Un manque à gagner dans la coopération entre la France et l'Amérique latine ?.....</i>	<i>31</i>
II. L'ABSENCE DE REGULARITE DANS LES RELATIONS BILATERALES DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE AVEC L'AMERIQUE LATINE COMME TEMOIN DU BESOIN D'IMAGINER UN SYSTEME PLUS COMPLEXE DE COOPERATION ; L'UNION EUROPEENNE, UNE SOLUTION ?.....	33
A. LA DIPLOMATIE CULTURELLE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE LATINE ; ENTRE IRRÉGULARITÉS ET CONTRADICTIONS	33
1. <i>Les volontés françaises de renouer avec l'Amérique latine à l'aube du Second conflit mondial.....</i>	<i>33</i>
2. <i>Un besoin de redéfinir des zones d'influence face à de nouveaux enjeux</i>	<i>34</i>
3. <i>Un regain d'intérêt récent de l'hexagone vers l'outre-Atlantique</i>	<i>36</i>
B. DES RELATIONS EURO-AMÉRICAINES CHANCELANTES FACE À UN ARSENAL DIPLOMATIQUE FRANÇAIS EXTRÊMEMENT DÉVELOPPÉ EN ESPAGNE	37
1. <i>Les relations ibéro-américaines, "l'érosion d'une influence"</i>	<i>37</i>
2. <i>Le recul du dispositif français en Amérique latine</i>	<i>39</i>
3. <i>Un dispositif diplomatique français particulièrement développé en Espagne</i>	<i>41</i>
C. UTILISER LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES AFIN ENVISAGER DE NOUVELLES PERSPECTIVES DE DIPLOMATIE VERS L'AMÉRIQUE LATINE ?	43
1. <i>L'intégration de l'Espagne au sein de l'Union européenne et l'institutionnalisation des relations interrégionales.....</i>	<i>43</i>
2. <i>L'Espagne et la France ; regardant ensemble dans la même direction</i>	<i>45</i>

3. <i>L'absence de diplomatie culturelle européenne, et une rupture de ses relations avec l'Amérique latine.....</i>	47
III. VERS UNE DIPLOMATIE PLUS STRATEGIQUE ET EGALITAIRE POUR FAIRE FACE AU PLOIEMENT DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE EN AMERIQUE LATINE	49
A. DES DIPLOMATIES CULTURELLES HÉRITIÈRES DE PENSÉES COLONIALES	49
1. <i>Une diplomatie culturelle fondée sur l'idée de rayonnement.....</i>	49
2. <i>Changement de conjoncture et inversion de la dichotomie Vieux monde, Nouveau monde .</i>	51
3. <i>Une diplomatie culturelle pour lutter contre la domination nord-américaine.....</i>	53
B. DES STRATÉGIES POUR FAIRE FACE AU DÉCLIN DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE	54
1. <i>Le besoin de redéfinir une rhétorique portée par un discours ambiguë aux apparences néocoloniales</i>	54
2. <i>Un changement de paradigme pouvant être impulsé par l'action de l'Institut français d'Espagne.....</i>	56
3. <i>La stratégie espagnole ; un pis-aller ?</i>	58
C. VERS UNE STRATÉGIE VOLONTAIRE DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ESPAGNE POUR L'AMÉRIQUE LATINE.....	59
1. <i>Utiliser le statut d'EPIC</i>	59
2. <i>Promouvoir les collaborations entre les différents acteurs du réseau</i>	61
3. <i>Se recentrer sur certains domaines d'action</i>	62
CONCLUSION	66
BIBLIOGRAPHIE.....	71

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 - Distribution selon les pays des titres ISBN dans l'espace ibéro-américain (2017).....	27
Figure 2 - origines principales non latino-américaines des importations de livres imprimés à destination de l'Amérique latine	28
Figure 3 - Exportations espagnoles vers certains marchés en millions d'euros, seulement pour le secteur éditorial (2008 - 2017).....	29

Annexe 1 – Illustration de l’article de Donald Morrison publié dans le *Time Magazine* par Jonathan Burton



Tableau 1 - Illustration de l'article "At the Search of Lost Time" par Jonathan Burton dans le Time Magazine, 2007

Source : image recueillie sur le site :
<http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,1686532,00.html#ixzz2lfiLMgra>

Annexe 2 – Exemple de communication menée par l’Institut français d’Espagne

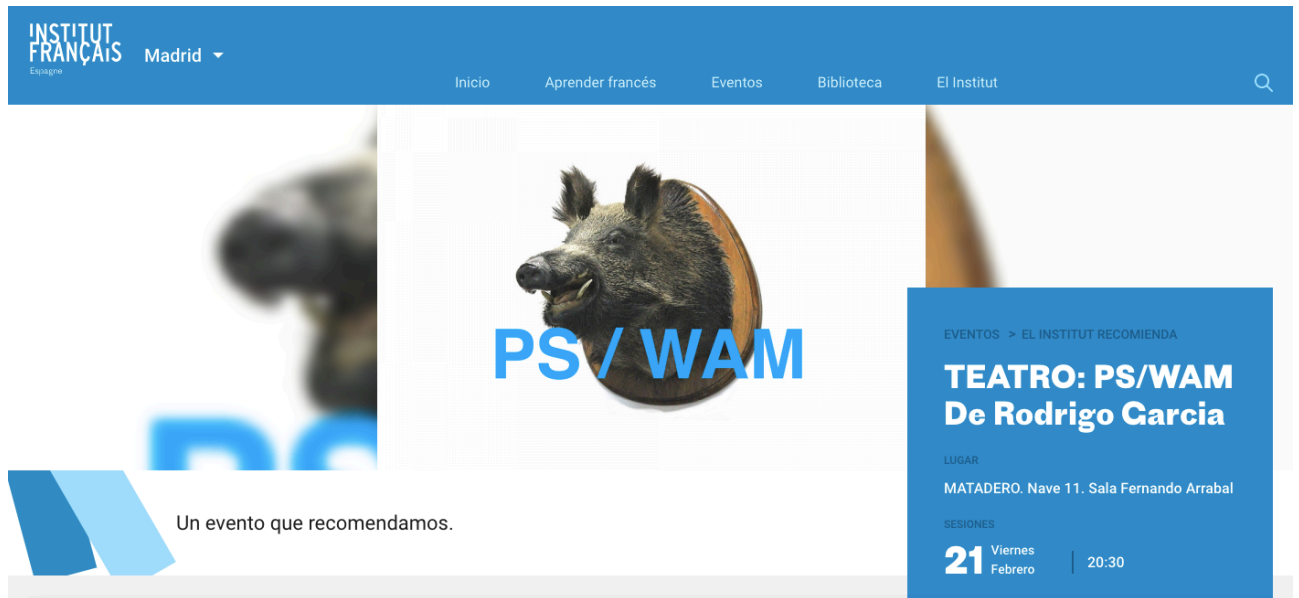


Tableau 2 - Capture d'écran du site de l'Institut français d'Espagne - Communication sur Rodrigo Garcia

Source : capture d'écran du site www.institutfrancais.es

Annexes 3, 4, 5, 6 et 7– Évolution des crédits attribués au programme 185 de la Loi de finances

Tableau 3 - Crédits du programme 185 (LF 2011)

MISSION	AUTORISATIONS d'engagement	CRÉDITS de paiement
Action extérieure de l'Etat	2 962 704 001	2 965 547 550
Action de la France en Europe et dans le monde	1 800 607 833	1 813 508 179
Dont titre 2	548 022 669	548 022 669
Diplomatie culturelle et d'influence	758 605 839	758 556 019
Dont titre 2	88 091 824	88 091 824
Français à l'étranger et affaires consulaires	343 538 783	343 527 451
Dont titre 2	190 896 508	190 896 508
Présidence française du G20 et du G8	59 951 546	49 955 901

Tableau 4 - Crédits du programme 185 (LF 2015)

MISSION	AUTORISATIONS d'engagement	CRÉDITS de paiement
Action extérieure de l'Etat	3 088 128 760	2 957 493 760
Action de la France en Europe et dans le monde	1 786 824 108	1 791 789 108
Dont titre 2	604 587 372	604 587 372
Diplomatie culturelle et d'influence	747 919 324	747 919 324

Tableau 5 - Crédits du programme 185 (LF 2018)

Action extérieure de l'Etat	3 000 291 880	3 000 856 771
Action de la France en Europe et dans le monde	1 898 735 804	1 901 700 695
Dont titre 2	622 163 978	622 163 978
Diplomatie culturelle et d'influence	718 461 094	718 461 094
Dont titre 2	73 470 171	73 470 171
Français à l'étranger et affaires consulaires	368 694 982	368 694 982
Dont titre 2	229 157 256	229 157 256
Présidence française du G7	14 400 000	12 000 000

Tableau 6 - Crédits du programme 185 (LF 2019)

Action extérieure de l'Etat	2 871 819 084	2 872 582 017
Action de la France en Europe et dans le monde	1 776 007 595	1 774 370 528
Dont titre 2	660 989 072	660 989 072
Diplomatie culturelle et d'influence	699 571 121	699 571 121
Dont titre 2	74 235 198	74 235 198
Français à l'étranger et affaires consulaires	374 240 368	374 240 368
Dont titre 2	238 294 240	238 294 240
Présidence française du G7	22 000 000	24 400 000

Tableau 7 - Crédits du programme 185 (LF 2020)

Action extérieure de l'Etat	2 873 475 134	2 868 357 179
Action de la France en Europe et dans le monde	1 783 998 273	1 778 880 318
Dont titre 2	671 067 425	671 067 425
Diplomatie culturelle et d'influence	716 943 811	716 943 811
Dont titre 2	74 926 548	74 926 548
Français à l'étranger et affaires consulaires	372 533 050	372 533 050
Dont titre 2	236 837 673	236 837 673

Source : captures d'écran du site legifrance.gouv.fr dans la partie « Action extérieure de l'État » des lois de finances de 2011, 2015, 2018, 2019, 2020.

Annexe 7 – El Hombre en el Cruce del Camino ou El Hombre controlador del Universo, Diego Rivera



Tableau 8 - Diego Rivera, El hombre controlador del universo, Palais des Beaux-Arts, Mexico, 1934.

Source : image recueillie sur le site : <https://www.culturagenial.com/es/mural-el-hombre-controlador-del-universo-de-diego-rivera/>

TABLE DES ANNEXES

Tableau 1 - Illustration de l'article "At the Search of Lost Time" par Jonathan Burton dans le Time Magazine, 2007	78
Tableau 2 - Capture d'écran du site de l'Institut français d'Espagne - Communication sur Rodrigo Garcia	79
Tableau 3 - Crédits du programme 185 (LF 2011)	80
Tableau 4 - Crédits du programme 185 (LF 2015)	80
Tableau 5 - Crédits du programme 185 (LF 2018)	80
Tableau 6 - Crédits du programme 185 (LF 2019)	81
Tableau 7 - Crédits du programme 185 (LF 2020)	81
Tableau 8 - Diego Rivera, El hombre controlador del universo, Palais des Beaux-Arts, Mexico, 1934.	82